Gilbert Blardone

La crise 2007 – 2014

Chronologie, analyse et perspectives

Préface d'Henri Savall

Cet ebook a été publié sur www.bookelis.com

© Gilbert Blardone - 2016

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction, intégrale ou partielle réservés pour tous pays.
L'auteur est seul propriétaire des droits et responsable du contenu de cet ebook.

Préface

Le professeur Blardone, chercheur engagé et infatigable témoin de son temps, nous offre une contribution éclairante sur la sortie de crise de 2007-2014. L'intérêt de cet ouvrage est de comprendre ce qui s'est passé et de prévoir comment pourrait évoluer la situation actuelle et la sortie de la crise. Ce livre, très documenté, intéressera l'étudiant, l'enseignant, le chercheur, l'expert, ainsi que le citoyen, curieux de l'avenir et soucieux du présent, grâce à une lecture limpide du déroulement de la crise et de ses principales causes.

Le lecteur est guidé, tout au long de ce livre, grâce à une prise de position systématique, étayée pas à pas, qui tient le lecteur en haleine comme dans un film à suspense. En effet, le personnage du « chroniqueur » accompagne le lecteur au cours des étapes successives, en relatant les faits précis, systématiquement éclairés par des statistiques. Celles-ci signalent les repères, ordre de grandeur et tendances. Le texte est émaillé de commentaires de l'auteur - qui joue le personnage du chroniqueur -, dans des encadrés qui mettent en valeur les enjeux pour le lecteur. La qualité pédagogique du texte, sa facilité de lecture, les formules qui accrochent l'attention du lecteur, permettent de dégager facilement le sens de cette longue crise, au travers de formules telles que « Des 30 glorieuses aux 40 désastreuses » ou encore « L'utopie est la vérité de demain ».

Le film de la crise de 2007-2014 commence par la crise immobilière aux États-Unis qui, depuis l'an 2000 ont consenti 1200 milliards de crédits immobiliers soit 2 % du PIB de la planète... L'année 2008 marque le déclenchement de la mondialisation de la crise, au travers de filières de propagation des crises locales, en cascade. Les principaux thèmes abordés sont : les politiques d'austérité, la sur-épargne et la thésaurisation, la spéculation, le protectionnisme, le dumping ou la concurrence internationale déloyale. Les recommandations préférées de l'auteur reviennent comme un leitmotiv : croissance forte de +3 %, moratoire des dettes jusqu'à la fin de la crise, c'est-à-dire +3 % d'activité par an pendant 10 ans, préférence communautaire et rétablissement de la Banque Centrale Européenne dans la totalité de ses fonctions, prêteur en dernier ressort, banque des banques, des États et des collectivités publiques.

Gilbert Blardone inscrit son analyse dans le cadre de la critique de l'idéologie ultralibérale de Maurice Allais Prix Nobel français de l'économie 1988 qui dénonçait, en 2005, le « laisser-fairisme mondialiste dont les partisans sont devenus aussi dogmatiques que les partisans du communisme avant la chute du mur de Berlin en 1989 ». Allais s'élève en effet contre la « suppression des règles financières qui a laissé les marchés à la merci de toutes les spéculations ». Le Prix Nobel français est généralement classé parmi les tenants du libéralisme, pourtant il dénonce la confusion entre un libéralisme ordonné par les pouvoirs publics dont c'est la mission et l'ultralibéralisme de la spéculation et des fraudes anti- Étatiques, antinationales et inhumaines. C'est la même position qu'adopte le professeur Blardone.

Nous le suivrons volontiers sur six points majeurs de son analyse critique : la spéculation, le dumping, l'emploi, la carence de concertation internationale et l'affaiblissement de l'Union Européenne, en particulier la préférence communautaire et la carence de la Banque Centrale Européenne.

À propos de la remise en question de l'euro en 2010, l'auteur titre « Le triomphe de la spéculation » et dénonce la spéculation sur les matières premières, les matières agricoles ainsi que les bulles financières dans les bourses de valeurs. Il préconise un moratoire temporaire pour freiner la spéculation.

Le dumping économique et social des grands pays émergents, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine, l'Indonésie produisent à bas prix, sur-épargnent (thésaurisent), accumulent réserves et excédents commerciaux, au moyen de pratiques de dumping économique (pillage des brevets, espionnage), social (bas salaires, protection sociale notoirement insuffisante), monétaire (guerre des taux de change).

À propos de l'emploi, l'auteur souligne le désajustement qualitatif de 2010, aux États-Unis, entre l'offre et la demande d'emplois : 600 000 postes soit 5 % des offres d'emploi ne furent pas pourvus au deuxième trimestre 2012. Au passage, le Professeur Blardone critique « le traitement social du chômage cher aux socialistes, avec l'austérité accrue d'un côté et les contrats aidés de l'autre, au lieu de relancer l'activité » et qualifie cette politique d'incohérent

L'auteur vilipende la carence de concertation internationale qu'il juge délétère, étant donné les nombreuses gesticulations qui apparaissent au travers des réunions internationales où les dirigeants tentent en vain de trouver un accord pour la sortie de crise. Il cite la Chancelière Merkel (article Le Monde du 26 janvier 2012). « Il est clair que les marchés testent notre volonté de solidarité » (il s'agit de la solidarité des pays de l'Union Européenne).

Rejoignant la position préconisée par Maurice Allais de rétablir la préférence communautaire, prévue au Traité de Rome de 1957, plutôt que les pratiques protectionnistes nationales sournoises, ponctuelles et sporadiques, inspirées par différents lobbies d'affaires et politiques. Le professeur Blardone se demande comment relancer l'Union Européenne, évoque des scénarios proposés par des économistes et des politologues très divisés.

L'auteur critique les carences de la Banque Centrale Européenne (BCE) dont le rôle devrait être central dans la sortie de crise : « Parce qu'ils n'ont plus de banques centrales, les Européens sont malades des dettes contractées auprès des marchés financiers et sont donc en permanence sous la menace des spéculateurs. Ainsi, au mépris du Traité de Maastricht, en août 2011, suite à l'affolement des bourses provoqué par l'abaissement de la note des États-Unis, la BCE rachète 77 milliards d'euros d'obligations des États de Grèce, Irlande et Portugal, malgré l'interdiction du Traité. Pendant ce temps, l'économie réelle attendait d'être irriguée par le biais des prêts de la BCE aux banques. C'est ce qui se produit enfin en décembre 2011 avec 489 milliards d'euros de prêts.

L'ouvrage offre aussi un intéressant panorama de la situation et des politiques des pays européens et des principaux pays du monde. L'auteur adopte la défense de la Grèce en signalant pourtant que la France a 28 millions de population active pour 61 millions d'habitants, alors que la Grèce n'a que 2 300 000 actifs pour 11 100 000 habitants. On peut se demander quel peut être le sursaut des Grecs, alors qu'ils entretiennent 25 % d'économie souterraine. Dans son analyse, le professeur Blardone prend aussi la défense de l'Irlande, le Portugal, l'Espagne et l'Italie, face aux pays « vertueux et arrogants », l'Allemagne, la Finlande, l'Autriche et les Pays-Bas. L'auteur titre d'ailleurs « Vers une économie fragile : le modèle allemand ». Le lecteur français pourrait souhaiter que la France fût aussi fragile…

Face aux politiques d'austérité, l'auteur adopte une position extrêmement critique, soulignant la position dure de l'Allemagne face à ses partenaires européens, car elle est forte de ses performances retrouvées dès 2010 (croissance du PIB de 3,6%, des exportations de 19%, des importations de 35% et des salaires nets de 1,4%). Pour autant, l'Espagne s'est considérablement redressée en 2013, grâce ou malgré une politique d'austérité draconienne, assez bien tolérée par l'opinion publique et supportée aussi bien par des partis politiques de gauche que de droite.

Confiant dans les mécanismes macro-économiques d'inspiration keynésienne, le Professeur Blardone considère que l'inflation n'est pas un problème : « dans le cas d'une reprise de l'activité économique, le risque d'inflation n'existe pas ». Telle n'était pas la position constante de Bernácer, précurseur contemporain de Keynes, ni de Maurice Allais ou encore de François Perroux qui a mis en lumière les phénomènes de rigidité et de domination pour expliquer l'inflation.

Notre point de vue sur la critique de l'austérité est ambivalent. Nous rejoignons l'auteur, ainsi que Keynes et Bernácer quant aux effets peau de chagrin que peuvent entraîner les politiques d'austérité brutales. Cependant, l'irresponsabilité financière que dénonçait Bernácer et la spirale régressive qu'elle déclenche, au travers des mécanismes de propagation des désordres financiers, depuis l'État jusqu'à l'individu en passant par les banques et les entreprises ne saurait être sous-estimées.

Les mécanismes vertueux du développement de l'activité économique et de l'emploi, de la prospérité économique et sociale impliquent un certain niveau de confiance des acteurs économiques et reposent largement sur les décisions (optimistes ?) d'innombrables entrepreneurs. Les réserves de productivité considérables détectées par la théorie socio-économique des coûts cachés, au moyen de méthodes approfondies d'observation au sein des entreprises, jouent un rôle analogue à celui des stocks dans la théorie keynésienne qui dévoient les effets des décisions de consommation et d'investissement sur les marchés de l'économie réelle. La théorie socio-économique démontre que l'élasticité de la productivité au sein des organisations, ignorée par la théorie économique, explique pourquoi une croissance de la production inférieure à 10% ne déclenche pas mécaniquement de création d'emploi. Il convient de réhabiliter la productivité, réellement mesurée, comme levier de la prospérité et du développement durables. En effet, la productivité n'est pas la résultante d'une pression sur les coûts et les salaires. Les expériences de l'ISEOR dans 1310 entreprises et organisations montrent que la productivité peut être de nature socio-économique. La manipulation maladroite des variables macroéconomiques, notamment monétaires, peuvent brider la croissance économique. En revanche, elle ne peut pas se substituer aux décisions des consommateurs, des entrepreneurs ou des investisseurs pour alimenter la demande. Les phénomènes macroéconomiques sont en partie dus à l'action de variables macro-économiques mais aussi et surtout à l'agrégation d'un très grand nombre de décisions décentralisées des entreprises, parmi lesquelles les entreprises de taille intermédiaire (ETI), les petites et moyennes entreprises (PME) et les toutes petites entreprises (TPE) jouent un rôle décisif dans la croissance et la création d'emploi. Ainsi, le grand économiste espagnol Germán Bernácer, contemporain de Keynes et de Schumpeter (les trois naquirent en 1883), précurseur méconnu de Keynes, publia dès 1922 une théorie innovante des crises qui a conservé toute sa pertinence et permet de décrypter la crise de 1929 tout autant que celle qui a débuté en 2007.

Quelques éléments de l'analyse du professeur Blardone permettent d'illustrer la théorie de Bernácer. Celui-ci accusait le taux d'intérêt d'être à l'origine de la carence de demande (consommation et investissement), de renchérissement inflationniste du crédit, et de l'assèchement du financement des entreprises par la sur-épargne, la thésaurisation et surtout la spéculation à la bourse et sur les marchés productifs de rente, tels que l'immobilier et les œuvres d'art. Bernácer préconisait la suppression du taux d'intérêt et l'interdiction de la spéculation à terme. L'auteur signale que pendant 28 mois entre 2008 et 2010, le taux d'intérêt fut proche de zéro aux États-Unis et que les taux directeurs en août 2012 furent fixés à 0 et 0,25% ; que les propositions de Rocard, pour redresser l'Italie allaient dans le même sens, à propos du « refinancement des vieilles dettes ». Ces politiques de crédit gratuit ont été pratiquées aux États-Unis : 10 baisses du taux aux États-Unis depuis 2008 pour atteindre 0% ; en Suisse (1% à la Banque Nationale Suisse), en Suède et 2% en Angleterre ; de même, le Japon l'avait pratiqué dans les années 1990. Bernácer préconisait aussi la suppression de la spéculation, notamment sur les marchés boursiers à terme. L'ouvrage de Gilbert Blardone signale le projet de taxer à 100% les gains spéculatifs à court terme (Warren Buffet), la tentative du président Obama de rétablir le Glass-Steagall Act, séparant radicalement banques de dépôt et banques d'affaires, institué par Roosevelt en 1937 et supprimé par Clinton en 1999, suite au Consensus de Washington en 1989 sur la dérégulation générale des marchés financiers. De même, les projets de l'Union Européenne, notamment en mai 2010, de contrôle des agences de notation, des produits financiers dérivés et des ventes à découvert montrent que les propositions radicales de Bernácer pour prévenir les crises n'étaient pas utopiques.

Nous avons créé la théorie socio-économique en 1973-1974, en lien avec la théorie des crises de Germán Bernácer[1] et la théorie des unités actives de François Perroux, puis développée et expérimentée dans plus de 1300 entreprises, organisations et administrations, dans 72 secteurs d'activités et 37 pays. Elle montre que le fonctionnement des organisations génère une destruction des ressources mesurable, causée par d'innombrables dysfonctionnements, véritables pathologies organisationnelles. Une partie de ces pertes de ressources est recyclable, par analogie avec les économies d'énergie, en création de valeur ajoutée, dans des proportions de 35 à 55 % des coûts cachés diagnostiqués. Cette croissance de valeur ajoutée est obtenue par une plus grande implication du potentiel humain, seul facteur actif de création de valeur réelle durable.

L'agrégat macro-coûts cachés qui pourrait être mis en place au niveau de l'économie nationale ou communautaire, permettrait de promouvoir des politiques de développement économique et de création d'emploi, par une action de l'État et de l'Union Européenne orientée vers la stimulation des décisions décentralisées des entrepreneurs, des consommateurs, des épargnants et des associations, et non de la contrainte du « fait du Prince », fût-il élu démocratiquement à la tête d'une République.

Le capitalisme socialement responsable (CSR) est possible, souhaitable et viable à la condition que le capitalisme financier spéculatif soit disqualifié par les pouvoirs publics dont c'est une mission primordiale et de salubrité publique, au même titre que les missions régaliennes traditionnelles qu'assument les États.

Henri Savall
Professeur émérite, IAE Lyon, Université Jean Moulin
Président-fondateur de l'ISEOR

1 Fondateur et Directeur du Service des études de la Banque d'Espagne

Savall, H., Zardet, V., and Péron, M. (2011), The "evolutive" and interactive actor polygon in the theater of organizations in D. Boje (Ed.), *Storytelling and the future of organizations: An antenarrative handbook*. New York, Routledge, États-Unis

Savall H., (1981, 2010), Work and People : an economic evaluation of job enrichment, Oxford

University Press, 1981; 2nd edition : Charlotte : IAP, États-Unis

Savall H., Zardet V., (1987, 2010) *Maîtriser les coûts-performances cachés*, Economica

Savall, H., and Zardet, V. (2008). Le concept de coût-valeur des activités. Contribution de la théorie socio-économique des organisations. *Revue Sciences de Gestion-Management Sciences- Ciencias de Gestión,* 64.

Savall H. Zardet V., Bonnet M.,(coord) (2008), *Management socio-économique : une approche innovante*, Economica

Savall H., Zardet V., Bonnet M., (2008), Releasing the Untapped Potential of Entreprises Through

Socio-Economic Management, Genève, ILO-BIT

Savall H., Zardet V., Bonnet M., (2008), Libérer les performances cachées des entreprises par un management socio-économique, Genève, BIT

Savall H., Zardet V., (2008), *Mastering Hidden Costs and Socio-Economic Performance*, Charlotte : IAP, États-Unis

Savall H., Zardet V., (1995, 2005), *Ingénierie stratégique du roseau*, Economica

Savall H. Zardet V., (2005), *Tétranormalisation : défis et dynamiques*, Economica

Savall H., Zardet V., (2004) Recherche en Sciences de Gestion : Approche Qualimétrique : observer l'objet complexe, Economica

Savall, H. (2003). An update presentation of the socio-economic management model and international dissemination of the socio-economic model. *Journal of Organizational Change Management*, 16(1), 33-48.

Savall, H. (1978). Article : « Bernácer» et « Perroux », in *Encyclopédie de l'Économie.* Larousse. Savall H., (1974, 1975), *Enrichir le travail humain : l'évaluation économique*, Dunod

Savall, H. (1975). *G. Bernácer: l'hétérodoxie en science économique*. Dalloz, Collection Les Grands Économistes.

Savall, H. (1974). Avant Keynes et au-delà : Germán Bernácer, économiste espagnol. *Revue Mondes en développement,*

Gilbert Blardone

Diplômé d'études supérieures de droit romain et d'histoire du droit.
Docteur ès sciences économiques (Université Paris-Sorbonne).
Spécialiste des politiques économiques et financières et d'analyse du développement.
Professeur émérite des Universités.
Directeur de la *Chronique sociale de France* (1964-1972).
Membre de la Commission générale des Semaines sociales de France (1958-1990).

Fondateur et président d'honneur de l'Association lyonnaise des amis de François Perroux. Consultant international : diagnostics économiques et financiers en Afrique, Proche et Moyen Orient, Amérique Latine.

A lancé les revues Informations et commentaires : le développement en questions (1972) Croissance des Jeunes Nations, avec Georges Hourdin (Malesherbes Publications, (1962).

Principaux ouvrages :

Initiation civique. En collab. avec Joseph Folliet et al. Lyon, Chronique Sociale de France, 1957.

Initiation aux problèmes d'Outre-Mer. Colonisation, décolonisation, sous-développement. En collaboration avec Joseph Folliet, Michel Chartier et al. Lyon, Chronique Sociale de France, 1957.

Initiation économique et sociale. Lyon, Chronique Sociale de France, 1962.

Initiation aux problèmes du travail. En collaboration avec Joseph Folliet et al Lyon, Chronique Sociale de France, 1964

Pour une politique de croissance intérieure équilibrée et harmonisée dans les pays sous-développés. » dans : L'univers économique et social. Paris, Encyclopédie Française, 1960. T. IX, 9-36-1.

*Les investissements et la propagation de leurs effets dans les pays sous-développé*s. Paris, Institut de Science Économique Appliquée, 1965.

Le circuit économique. T. 1-3. Paris, Bloud et Gay, 1965. 3 vol.

Progrès économique dans le tiers-monde. T.1-2. Paris, Librairie Sociale et Économique, 1973. 2 v. (T.1 : Environnement socio-politique du développement. T. 2 : Environnement économique du développement)

Chômage, déficit extérieur, inflation Comment en sortir ? Paris, Éd. du Cerf, 1981. 192p.

Le Fonds monétaire international, l'ajustement structurel et les coûts de l'homme. Paris, Éd. de l'Épargne, 1990. 194 p.

F.M.I., endettement du tiers monde et ajustement structurel : application à Madagascar et à la Tanzanie. En collaboration avec Lothar Caviezel. Berne Ed. Peter Lang, 1995. 246 p.

François Perroux : le centenaire d'un grand économiste. Avec Raymond Barre, Henri Savall. Paris, Economica, 2005. 170 p.

Voir Wikipedia Gilbert Blardone

En Hommage à tous ceux qui refusent d'être réduits au rôle d'amortisseur des erreurs de gestion des entreprises et des politiques économiques, financières et sociales désastreuses.

Avant-propos

« L'étude directe des faits et les descriptions quantitatives des propriétés structurelles du système économique, détaillées dans leur contenu, complètes dans leur recouvrement et systématiquement conçues pour remplir les conditions spécifiques d'un schéma théorique approprié, semblent constituer les seules voies capables de conduire à une compréhension – valable du point de vue empirique – des caractéristiques du fonctionnement de l'économie moderne. » Wassily Léontief, Prix Nobel d'économie 1973[2].

Le chroniqueur est un témoin du temps qui passe.

Témoin de la succession des crises engendrées par un krach immobilier venu d'Amérique durant l'été 2007. Crise financière, bancaire, d'endettement des Etats, de déstabilisation de l'euro, de guerre des monnaies, d'affrontement commercial sauvage dans une mondialisation anarchique ; crise planétaire, politique, organisationnelle, économique et sociale.

Témoin des drames, des malheurs et des misères que les crises et leurs séquelles, chômage, inégalités, pauvreté, ont causés à des millions de personnes[3].

Témoin des tergiversations des autorités politiques en charge de l'intérêt général, anesthésiées par l'idéologie ultralibérale du moins d'Etat, de la dérégulation généralisée, de l'ouverture inconditionnelle des frontières, de l'austérité… Incapables de prendre rapidement des décisions réalistes et efficaces de relance de l'activité économique. Selon Maurice Allais Prix Nobel français d'économie 1988, les centres de décisions ont été intoxiqués par une idéologie « *laissez-fairiste mondialiste dont les partisans sont devenus aussi dogmatiques que les partisans du communisme avant la chute du mur de Berlin en 1989* »[4].

***Le chroniqueur* s'intéresse à la succession des faits de l'été 2007 à mars 2014**. Il les éclaire par des statistiques, indicateurs imparfaits mais indispensables de l'évolution des situations. Il tente de les expliquer et d'explorer les voies de sortie de crise. Les faits traduisent les réalités, les statistiques les illustrent. Il convient de ne pas leur attribuer plus d'importance qu'elles ne le méritent. Selon l'époque et les sources, les données chiffrées varient. Notre système de mesure actuel est imparfait face à une Société de plus en plus complexe et pluridimensionnelle[5]. Churchill estimait qu'il existe trois degrés dans le mensonge : « *le mensonge, le satané mensonge et la statistique* ». Cependant, sans statistiques, l'évolution des

2 Wassily Léontief. *Essais d'économiques.* Paris, Calmann-Lévy, 1988, p. 109.
3 Joseph Stiglitz ; Amartya Sen ; Jean-Paul Fitoussi. *Richesse des nations et bien-être des individus.* Rapport de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès social. Paris, Odile Jacob, 2009.
4 Maurice Allais. *L'Europe en crise. Que faire ?* Paris, Ed. C. Juglar, 2005, p. 75.
5 *Idem*, p. 199.

faits serait encore plus obscure : elles indiquent les ordres de grandeur et les tendances. Parallèlement à l'analyse des faits, « *pour affronter positivement l'avenir, il faut d'abord mieux déchiffrer le monde qui nous entoure* »[6].

L'étude n'a pas la prétention d'être exhaustive. Les pays industrialisés sélectionnés le sont à titre d'exemples concernant les principaux effets économiques et sociaux de la crise et des politiques d'austérité et de relance. Une attention particulière a été accordée à l'Union européenne, à la zone euro, à la France, à l'Allemagne, aux Etats-Unis, protagonistes depuis le début de la crise mi-2007 du débat sur les avantages et les inconvénients comparés des politiques anti-crise.

Dans les deux premières parties, la chronologie suit la mondialisation progressive de la crise et les premières réactions en faveur d'une politique de relance de l'activité économique, politique qui se révélera par la suite trop timide.

Avec l'aggravation de la crise, la spéculation contre l'euro, le débat s'exacerbe entre les tenants de la relance et ceux de la rigueur. A partir de 2011, l'austérité l'emporte, sauf aux Etats-Unis. Ses conséquences sont analysées chronologiquement par pays dans les trois dernières parties de l'ouvrage, jusqu'en mars 2014.

La conclusion propose, pour sortir de la crise et bloquer les effets économiques et sociaux d'un capitalisme financier mondialisé, anarchique, prédateur, *une organisation et une gestion participative de l'entreprise et de l'économie par tous les acteurs concernés, une économie solidaire et sociale de marché*. Née en France et en Europe, elle pourrait être l'économie mondiale de demain[7].

Gilbert Blardone avril 2014

---

6 Jean-Paul Fitoussi. *Le théorème du lampadaire.* Paris, Ed. LLL-Les Liens qui Libèrent, 2013, p. 207. D'après son auteur, « *ce livre est une invitation au voyage… à travers les crises qui se sont succédées depuis 2007-2008 : crise de la théorie économique, crise financière mondiale, crise bancaire, crise de la dette souveraine, crise de notre système de mesure…Il tente d'identifier les problèmes en même temps que de montrer que leurs solutions étaient simples* », p. 13 et 246.

7 Si la crise se poursuit au-delà de 2014, un complément sera apporté à ce travail. Espérons que cela ne sera pas nécessaire !

Remerciements

Ce travail a bénéficié de la collaboration de Madame Parisot–Blardone et de Monsieur Jean-Dominique Blardone pour la documentation ; de Monsieur Mickaël Gaberty pour la saisie du texte ; de Madame Maryse Gaudier pour la préparation de l'édition ; de Monsieur Alexis Roche pour le formatage.

Monsieur le Professeur Henri Savall a bien voulu le préfacer et l'accueillir dans les collections de l'ISEOR.
Les journalistes, notamment ceux du *Monde*, de *La Croix*, des *Echos*, les auteurs d'articles de revues telles qu'*Alternatives économiques* et *Problèmes économiques* m'ont accompagné jour après jour au cœur de la crise.

Mes remerciements vont aussi aux lecteurs courageux qui voudront bien me faire part de leurs réflexions et de leurs critiques.

Introduction

Des « trente glorieuses » aux quarante désastreuses

L'histoire du capitalisme occidental se confond, après la seconde guerre mondiale, avec l'histoire des crises. De 1970 à 2007, on compte cent vingt-quatre crises bancaires, deux cent huit crises de change, soixante-trois crises de la dette des Etats[8]. Rappelons les plus importantes de 1987 à 2007 :

6 octobre 1987. A la Bourse de New York, le Dow Jones baisse de 34% en trois semaines.
1997-1998. Les Bourses d'Asie, de Russie, d'Argentine, du Brésil, sont touchées.
2000-2002. La bulle *Internet* éclate. Les valeurs techniques s'effondrent.
9 août 2007. Crise des « *subprimes* » aux USA (crédits immobiliers et titres dérivés à partir de ces crédits).

L'histoire du capitalisme et de ses crises montre qu'à chacune des grandes crises, « le modèle de croissance » antérieur se trouve disloqué. Il faut alors réinventer de nouvelles règles du jeu, de nouvelles institutions, de nouveaux mécanismes, de nouveaux compromis. « *Tel est l'enjeu des grandes crises : réinventer un nouveau modèle de croissance* »[9].

Les « trente glorieuses », 1945-1975

La grande dépression, 1929-1939, a été suivie de 1945 à 1973, dès la fin de la guerre, d'une période baptisée « les trente glorieuses »[10]. Reconstruction de l'Europe et croissance forte et durable entre 6% et 10% l'an. Au cœur de la crise, Ford avait insisté sur le fait que « ses ouvriers étaient ses premiers clients » et qu'il ne fallait pas baisser les salaires et laisser s'installer le chômage ». *La régulation fordiste* reposait sur la séquence suivante :

---

8 André Orléan (polytechnicien, administrateur de l'INSEE, président de l'Association française d'économie politique). « La crise, moteur du capitalisme. » *Le Monde* (Paris), 30 mars 2010, p. 21.
9 *Idem*. Voir aussi : « Regards insolites sur la crise. » *Problèmes économiques* (Paris), (3069), juin 2013, 63 p.
10 Jean Fourastié. *Les trente glorieuses.* Paris, Ed. Fayard, 1979. 288 p. (Coll. Pluriel, 8363 D.)

Hausse des salaires → Gains de productivité → Croissance de l'activité économique → Baisse des prix → Nouvelle hausse des salaires, etc.

Dans sa *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie* (1936), l'économiste anglais John Maynard Keynes a théorisé ce modèle fordiste de croissance. Pendant trente ans, le monde industrialisé ne connaît pas de crise. L'Etat régule l'économie pour le plein emploi et la croissance forte.

Les quarante désastreuses, 1975-2014

Le premier choc pétrolier (23 décembre 1973) marque la fin des « trente glorieuses ». La multiplication par quatre du prix du pétrole (de 3 dollars le baril – 158,987 litres –, il passe à 12 dollars) effraie les économies industrielles qui craignent de manquer de dollars pour se procurer le pétrole et place les exportations au premier plan des préoccupations des gouvernements.

La croissance des « trente glorieuses » reposait sur les trois leviers que sont **la consommation des ménages** (étroitement corrélée au niveau des salaires réels, inflation déduite) ; **l'investissement** des ménages, des entreprises et de l'Etat ; et, dans une moindre mesure, **les exportations** dans un contexte mondial encore très protectionniste. Le moteur était donc essentiellement la consommation des ménages et les investissements, c'est-à-dire le marché intérieur. En France, notamment, leur orientation faisait l'objet d'une « *planification indicative*, *réductrice d'incertitudes* »[11]. La peur de manquer de pétrole ainsi que celle de l'inflation, due à la multiplication par quatre du prix du baril, conduit les gouvernements des pays industrialisés à remettre en question une croissance fondée surtout sur la consommation et les investissements pour tenter de privilégier les exportations. Ils abandonnent alors Keynes pour découvrir Milton Friedman qui va devenir leur gourou. Les quarante désastreuses commencent.

La mort de Keynes, le triomphe de Milton Friedman

L'économiste américain Milton Friedman, professeur à l'Université de Chicago, Prix Nobel d'économie en 1976 pour ses travaux sur la monnaie et son rôle dans l'économie, voit alors ses thèses triompher sur celles de Keynes. Pour lui, la monnaie n'est qu'« *un voile* » dont la quantité n'influence pas la production mais seulement le niveau des prix, selon l'équation

$$MV = PQ$$

dans laquelle :

M est la masse monétaire.
V est la vitesse de circulation de la monnaie (qui traduit les habitudes d'utilisation de la monnaie par les acteurs économiques).
P est le niveau des prix.
Q est la valeur de la production (les quantités produites).

---

11 Pierre Massé (1898-1987, économiste français, commissaire au Plan de 1959 à 1966). *Le plan ou l'anti-hasard.* Paris, Gallimard, 1965. 250 p. (Coll. Idées No 78.)

Pour Friedman, **V** est une constante (les habitudes ne varient pas) ainsi que **Q** (les quantités produites ou la valeur de la production). Donc, si l'on admet que **V** et **Q** ne varient pas dans le temps, *seule la quantité de monnaie émise influence le niveau des prix* : plus de monnaie signifie alors hausse des prix (inflation) ; moins de monnaie, baisse des prix (déflation). Dans ce cas, la production n'est fonction que de l'offre de produits donc de la productivité, non de la demande (ce que prétendait Keynes).

En conséquence, pour Friedman, la banque centrale qui émet la monnaie doit veiller à ce que les prix restent stables (ni inflation, ni déflation) ; l'Etat n'a pas à intervenir dans l'économie (moins d'Etat) et la banque centrale doit être indépendante des gouvernements ; le marché (confrontation des offres et des demandes) est le seul autorégulateur, l'ouverture des frontières élargit ses effets sur l'activité économique (plus d'exportations) et donc sur la croissance tout en procurant les devises pour régler le pétrole, principale source d'énergie à l'époque. Le libéralisme de Keynes qui confiait à l'Etat le rôle de régulation du marché et la maîtrise de la politique monétaire fait place à l'ultralibéralisme de Milton Friedman qui tend à éliminer l'Etat de l'économie et confie la politique monétaire à la banque centrale avec comme principal et quasi unique objectif d'éviter inflation et déflation. Ce sont les Anglais avec Madame Thatcher (1979-1990) et les Américains avec Ronald Reagan (1981-1989) qui inaugurèrent cette politique. Par la suite, la Banque mondiale (BM) et le Fonds monétaire international (FMI) conseillèrent aux pays en développement endettés, notamment en Afrique et en Amérique Latine, d'appliquer ce type de politique qualifiée de « politiques d'ajustement structurel ».

En 1989, l'économiste de la Banque mondiale, John Williamson, résumera ces mesures standard dans ce qu'il a dénommé le *Consensus de Washington*, véritable charte de l'ultralibéralisme.

Le Consensus de Washington (1989)

On peut résumer ce *Consensus* en sept principes[12].

Le marché est le seul régulateur de l'activité économique. En fait, il s'agit du « marché de concurrence pure et complète » [13] qui n'existe pas dans la réalité (hypothèse de travail inventée par les économistes libéraux) parce que ses trois conditions de fonctionnement ne se retrouvent jamais : **atomicité** des entreprises (seulement des petites entreprises sans influence sur le marché, pas de multinationales) ; **fluidité** parfaite des facteurs de production : capital et travail, toujours disponibles lorsqu'on en a besoin ; **publicité** parfaite (l'acheteur connaît toujours la meilleure qualité au meilleur prix). Les autres principes découlent de ce premier principe[14].

Le moins d'Etat *:* parce que l'Etat contrarie le marché par ses contraintes.

Dérégulation généralisée des marchés, notamment des marchés financiers. Prime à toutes les spéculations.

12 Gilbert Blardone. « *Agir pour un monde nouveau*. » blardone.blog.lemonde.fr 7 décembre 2010.
13 Raymond Barre ; Frédéric Teulon. *Economie politique*. Paris, P.U.F., 1997, T. 1, pp 539-565.
14 André Marchal. « Les fondements de la théorie. » *Dans : Le mécanisme des prix*. 2e éd. Paris, Librairie politique économique et sociale, 1960, pp. 23-36.

Privatisation des services publics qui entravent la concurrence « pure et parfaite ».

Maximisation de la productivité des entreprises pour être mondialement compétitives. Pression sur les coûts, notamment sur les salaires. Management par objectifs (en permanente évolution. Stress au travail).

Libéralisation des échanges **et** ***ouverture inconditionnelle des frontières***. Pour l'Union européenne, disparition de la préférence communautaire. Pour le monde, dumping généralisé[15].

Indépendance des banques centrales par rapport aux gouvernements. Un seul objectif : lutter contre l'inflation. Aucune participation aux financements des Etats et des collectivités publiques. D'où domination des marchés financiers sur les Etats (spéculation contre l'euro 2008-2012).

Les politiques préconisées par le *Consensus* fondées sur le marché autorégulateur, le moins d'Etat et de services publics, la dérégulation généralisée, l'ouverture inconditionnelle des frontières et la neutralisation des banques centrales dans le financement des Etats et collectivités publiques, y compris dans l'Union européenne, les freins mis à la participation de la Banque européenne d'investissement (BEI) pour stimuler l'activité économique sont directement responsables des cent vingt-quatre crises bancaires survenues depuis 1970. Ces crises prouvent mieux qu'un raisonnement que le marché n'est pas autorégulateur.

La crise et la mise en question du Consensus de Washington

Le démantèlement de la doctrine et des politiques préconisé par le *Consensus de Washington* débute en octobre 2007, après le déclenchement en juin de la crise aux USA. Après trente ans, la domination de l'idéologie ultralibérale : moins d'Etat, rationalité des marchés, ouverture des frontières, est mise en question par les institutions financières de l'ONU, Banque mondiale et FMI, qui l'avaient recommandée en 1980.

19 octobre 2007. La Banque mondiale et son nouveau directeur, Robert Zoellick, publient un rapport dans lequel **la « négligence » de la Banque en matière de politique vis-à-vis des pays en développement est évoquée** et l'agriculture présentée comme « outil fondamental » d'une politique de développement si l'on veut diviser par deux le nombre des victimes de la faim à l'horizon 2015. Le libre-échange n'est plus présenté comme « l'outil fondamental ».

22 mai 2008. **Le rapport de la mission *Croissance et développement*** patronnée par la Banque mondiale, présidée par le Prix Nobel d'économie 2001 Michael Spence, reconnaît qu'« *un Etat fort, c'est-à-dire une planification à long terme et une dépense publique de qualité sont nécessaires pour que la croissance, indispensable pour faire reculer la pauvreté et assurer un développement durable, devienne réalité* ».

---

15 Maurice Allais (économiste français ; polytechnicien ; ingénieur des mines ; Prix Nobel 1988 pour sa théorie des marchés). *L'Europe en crise. Que faire ? Réponses à quelques questions*. Paris, Ed. C. Juglar, 2005. 181 p. Chez le même éd. : *La mondialisation, la destruction des emplois et de la croissance*, 1999 ; et *La passion de la recherche ; autoportraits d'un autodidacte.* 2001. Voir : Arnaud Diemer et Philippe Laurier. « Hommage à Maurice Allais. » *Dans* : *Journée Lyonnaise François Perroux* (JLFP) 2010. Ecully, ISEOR, 2010, pp. 62-70.

Septembre 2008. **La faillite de la banque Lehman Brothers** montre que les politiques anglo-saxonnes fondées sur le *Consensus de Washington* sont plus dangereuses que celles des pays en développement réputés mauvais gestionnaires.

Automne 2008. Le FMI et son directeur, Dominique Strauss-Kahn, conseillent à tous les gouvernements qui le peuvent, de pratiquer des « *déficits budgétaires systématiques* » (–2% de leur PIB) pour éviter un effondrement de la demande. Cette admonestation marque le retour des politiques keynésiennes favorables à la demande pour stimuler la production (l'offre). Le FMI abandonne sa politique antérieure dite « des programmes d'ajustement structurels » et soutient, dans les pays aidés par lui (dix-neuf en 2008-2009), le maintien ou la hausse des budgets sociaux (seize pays)[16].

2009. Le FMI estime qu'un pays envahi par les capitaux spéculatifs est en droit de mettre en place **des « taxes à titre provisoire »** pour se protéger.

7 novembre 2009. Le G20 demande au FMI de présenter en juin 2010 **un plan de taxations des banques** d'autant plus lourdes que les risques pris par elles seraient plus grands. Le banquier réputé plus sage que les gouvernements aurait-il mangé son pain blanc ? Il est permis d'en douter…

12 février 2010. Le chef économiste du FMI, le Français Olivier Blanchard, estime qu'**il convient de tolérer si nécessaire un taux d'inflation de 4**% au lieu de 2% (*Pacte de stabilité* de l'Union européenne) pour relancer la croissance[17].

La crise semble avoir ébranlé les certitudes, du moins dans les discours, mais **les quarante désastreuses sont loin d'être terminées.**

Première partie : 2007 – 2009. La crise immobilière

Eté 2007 : coup de tonnerre à Wall Street. Les détenteurs des crédits immobiliers consentis abondamment depuis les années 2000 par les banquiers américains se révèlent insolvables. La crise éclate, dite « *des subprimes* ». 2008 verra sa généralisation à l'économie mondiale. En 2009, les gouvernements hésiteront entre des politiques de relance et des politiques d'austérité pour sortir de la crise. Les conditions d'une crise de longue durée sont réunies.

2007. Le début de la crise

Depuis l'année 2000, la spéculation immobilière a explosé aux USA. Des crédits immobiliers ont été massivement accordés sans tenir compte suffisamment de la solvabilité des emprunteurs. Entre 2000 et 2007, 1 200 milliards de dollars de crédits immobiliers ont été consentis. Début 2007, il apparaît clairement que bon nombre des détenteurs de ces crédits seront dans l'incapacité d'honorer le service de leurs dettes, intérêts et remboursements aux

16 Gilbert Blardone. Le Fonds monétaire international, l'ajustement et les coûts de l'Homme. Paris, Ed. de l'Epargne, 1990. 194 p. Gilbert Blardone ; Lothar Caviezel. Endettement du tiers monde et ajustement structurel ; approche méthodologique et appliquée. Les cas de la Tanzanie et de Madagascar. Berne, P. Lang, 1995. 246 p.
17 Voir Le Monde de l'économie (Paris), 7 avril 2010, p. 4.

dates prévues dans les contrats. Les conditions d'une crise des crédits immobiliers sont réunies, les banquiers n'ont rien vu venir ![18]

Dès février 2007, **plusieurs banques américaines font faillite**. De plus en plus nombreux sont les Américains en incapacité d'honorer le service de leur dette (intérêts et remboursement). Le taux des défauts de paiement sur ce type d'emprunt a été de 6,99% en 2008 et de 9,64% en 2009, taux le plus élevé depuis 1972 qu'existent ces statistiques.

20 juin 2007. **Deux fonds spéculatifs de la banque Bear Stearns sont en faillite**. Les faillites vont s'enchaîner du fait de la pratique de la *titrisation*. Les institutions de prêts (banques, fonds spéculatifs, etc.) vendent ces titres à d'autres opérateurs ou à des particuliers qui les croient solides. Ceci pour récupérer le montant des crédits immobiliers accordés et faire supporter à l'acheteur l'effondrement éventuel du titre. Ces ventes ou « *collaterised debts* » d'obligations (dénommées « *abacus* ») sont à l'origine des faillites en chaîne survenues depuis le 20 juin 2007. Ces titres immobiliers que chacun croyait sans risque se sont révélés « pourris ». La titrisation accroît l'importance du krach bien au-delà des 1 200 milliards de dollars.

3 août 2007. La crise entraîne une **chute des Bourses**. Le 16 août, le Dow Jones baissera de 10%.

9 août 2007. En France : BNP Paribas gèle ses divers fonds d'investissement surchargés d'actifs à risque.

9 août 2007. Crise des crédits hypothécaires à risques aux USA, dite « *crise des subprimes* ».

14 septembre 2007. Soutien de la banque d'Angleterre à la banque Northern Rock (cinquième banque anglaise).

1er octobre 2007. UBS, première banque suisse, annonce une dépréciation d'actifs de 4 milliards de francs suisses (2,4 milliards d'euros).

1er octobre 2007. City Group, banque américaine, se déclare en difficulté.

2008. La mondialisation de la crise

L'année 2008 va se révéler particulièrement douloureuse pour le système financier mondial.

22 janvier 2008. USA : la banque centrale (FED) baisse son taux directeur à 3,5%.

17 février 2008. Nationalisation de la banque anglaise Northern Rock.

16 mars 2008. J.P. Morgan, aux USA, rachète la banque Bear Stearns avec une aide de la FED de 30 milliards de dollars.

17 mars 2008. Le président de la banque d'Angleterre, Mervyn King, le sous-secrétaire d'Etat américain au Trésor Robert Tuttle, l'ambassadeur des USA en Grande-Bretagne, s'accordent pour reconnaître que, dès l'été 2007, « *la crise n'était plus une crise de liquidité*

18 Hakim Ben Hammouda ; Pierre Berthaud ; René Sandretto ; Ahmed Silem. *Banquiers et économistes face à la crise.* Jean-Pierre Allégret. *La crise financière mondiale, entre rupture et continuité.* 2012. www.les-crises.fr

(excès de dollars) mais était devenue une crise d'insolvabilité généralisée du secteur bancaire du fait des crédits immobiliers (hypothécaires) à risque ». De ce fait, sauver des banques privées apparaissait comme une mesure d'intérêt général pour sauver les déposants. Si cela n'avait pas été fait, ceux-ci auraient eux aussi tout perdu.

7 septembre 2008. Le Trésor américain met sous tutelle les banques de refinancement hypothécaire Freddie Mac et Fannie Mae.

15 septembre 2008. La banque d'affaires Lehman Brothers, la première des USA, fondée en 1850, est en faillite. Elle avait trois activités : les marchés financiers ; la banque d'investissement ; la gestion des patrimoines. Elle employait 28 000 personnes dans le monde. Au troisième trimestre, ses pertes s'élevaient à 3,92 milliards de dollars (2,8 milliards d'euros – 1 euro = 1,40 dollar) ; son déficit total était de 100 milliards de dollars (70 milliards d'euros).

La banque d'affaires Merrill Lynch, troisième banque d'affaires aux USA, fondée en 1914, accuse une perte de 50 milliards de dollars (36 milliards d'euros). Elle est rachetée au rabais par la Bank of America.
Ces deux banques ont été victimes de la dépréciation de leurs titres hypothécaires en portefeuilles, notamment les titres immobiliers (« *subprimes* »), ce qui a dégradé leur bilan et entraîné la faillite de la première et le rachat de la seconde.
La chute de ces deux piliers de l'économie américaine provoque **un séisme financier qui mondialise la crise** et risque d'emporter la finance et l'économie mondiales dans un krach sans précédent. Les actifs toxiques immobiliers américains ont, en effet, été rachetés par la plupart des banques dans le monde et dégradent leur bilan.

Premiers efforts de relance de l'activité

19 septembre 2008. USA : Plan de relance Paulson. Le secrétaire américain au Trésor du gouvernement Bush, Henry Paulson, tente d'éviter la généralisation des faillites et annonce une disponibilité de 1 000 milliards de dollars (714 milliards d'euros) pour racheter les *actifs toxiques* diffusés par la titrisation.

AIG, leader américain de l'assurance est nationalisé ; Fannie Mac et Freddie Mae, organismes de refinancement hypothécaire, sont placés sous tutelle. L'Etat garantit leurs dettes jusqu'à 200 milliards de dollars. Des chèques de crédit d'impôts sont accordés aux ménages.

Les Bourses mondiales se remettent à espérer.

21 septembre 2008. Contrôle de la FED sur les deux dernières banques d'investissement : Morgan Stanley et Goldman Sachs.

1er octobre 2008. La crise affecte l'Europe. Les établissements financiers qui détiennent des « *subprimes* » (actifs immobiliers toxiques) sont affectés par la crise.

Fortis est renforcé par les Etats belge, néerlandais et luxembourgeois.
Dexia est sauvé par la France et la Belgique.

6 octobre 2008. **Sommet de quatre membres du G7 à Paris** (France, Angleterre, Allemagne, Italie). Ils décident de soutenir leurs banques pour « rassurer les épargnants », pour les dissuader d'enlever leurs dépôts des banques (ce qui, en 1929, avait généralisé la crise déjà née aux USA).

8 octobre 2008. Gordon Brown, premier ministre anglais travailliste, décide la **nationalisation partielle des grandes banques anglaises**. HBOS (Halifax) perdra plus de 80% de sa valeur en bourse en un an. Les banques centrales des USA, d'Angleterre, ainsi que la Banque centrale européenne baissent de deux points leur taux d'intérêts directeurs. En Angleterre, le secteur financier représente 7% du PIB. L'ensemble des pertes, selon le National Audit Office, pourrait s'élever à 846 milliards de livres soit 60% du PIB. Le gouvernement débloque 8 milliards de livres pour les besoins de financement immédiats (9 milliards d'euros) soit 0,6% du PIB.

14 octobre 2008. **Réunion à Paris des ministres des finances de la zone euro**. Ils envisagent de secourir leurs économies, leurs banques et leurs marchés financiers pour 1 000 milliards d'euros, débloqués si nécessaire en échange de contreparties. Objectifs :

Relancer le marché interbancaire (prêts entre banques commerciales) par des prêts garantis par les Etats ;

Renforcer les fonds propres des banques en entrant dans leur capital ;

Empêcher les faillites des banques en les recapitalisant (nationalisations partielles) ;

Analyser les règles comptables pour valoriser les actifs au prix du marché (et non plus sur la base de leur prix d'achat).

9 novembre 2008. **Plan de relance chinois**. La Chine voit sa croissance économique tomber au-dessous de 9% (!) Pour relancer l'économie, 700 milliards de dollars (500 milliards d'euros) vont être investis dans des infrastructures avant 2010. Pendant que l'Occident tergiverse, la Chine communiste réagit immédiatement.

15 novembre 2008. **Première réunion du G20 à Washington.** Présidence : Etats-Unis. Nicolas Sarkozy, le président français, milite pour que les chefs d'Etat et de gouvernement des vingt puissances industrialisées et émergentes se réunissent pour définir une stratégie commune anticrise. Auparavant, seuls les ministres des finances s'étaient réunis depuis la création du groupe en 1999 après les crises asiatique et russe.

Le G20 comprend les membres du G7 (Allemagne, Canada, Etats-Unis, France, Italie, Japon, Angleterre), plus l'Afrique du Sud, l'Arabie Saoudite, l'Argentine, l'Australie, le Brésil, la Chine, la Corée du Sud, l'Inde, l'Indonésie, le Mexique, la Russie, la Turquie et l'Union européenne. Le G20 représente les deux tiers de la population mondiale, 90% du PIB de la planète (60 000 milliards de dollars).

Les Européens insistent sur **davantage de régulation financière**, les Américains sur la **relance de l'économie mondiale**. Il s'agirait, par des plans de relance simultanés dont le montant devrait être de l'ordre de 3 800 milliards de dollars, de compenser les déficits publics prévus entre 2009 et 2011. Finalement, le 15 novembre, les vingt s'entendent sur le principe d'une meilleure régulation du système financier international et sur un rôle accru du FMI en ce sens. Mais les mesures concrètes ne sont pas prises. Elles sont renvoyées à la prochaine réunion qui doit se tenir en avril 2009 à Londres.

20 novembre 2008. La France annonce un plan de relance de 26 milliards d'euros.

25 novembre 2008. Les USA adoptent un deuxième plan de relance pour stimuler le crédit. 700 milliards de dollars (541 milliards d'euros – 1 euro = 1,29 dollar) seront injectés dans les banques ; 800 autres sont prévus pour soulager les banques de leurs *actifs immobiliers toxiques* et pour soutenir le crédit. Dans ces sommes, 200 milliards de dollars seront consacrés aux organismes de crédit à la consommation pour relancer la demande.

26 novembre 2008. La Commission européenne propose aux Etats de se répartir **200 milliards d'euros pour la relance de l'Europe**, avec plus de dépenses publiques et moins d'impôts.

27 novembre 2008. **Rencontre à Paris de Nicolas Sarkozy et Angela Merkel pour discuter des mesures de relance communes**. La France (2 millions de chômeurs) veut donner la priorité à la relance, l'Allemagne craint l'inflation. « *La France y travaille, l'Allemagne y réfléchit* » (Nicolas Sarkozy).

1er décembre 2008. **Espagne : la montée du chômage et les plans de relance.** Le premier ministre espagnol, José Luis Zapatero, souhaite que l'Union européenne « *se dote d'un plan pour l'emploi* ».

L'Espagne est touchée de plein fouet par la crise qui frappe l'immobilier et les services, les deux moteurs de la croissance espagnole depuis dix ans (2 989 269 chômeurs, +42,72% en un an ; 12,5% de la population active contre 8% en 2007 avant la crise. On craint quatre millions de chômeurs fin 2009 soit 17% de la population active).

Depuis mars 2008, le gouvernement a mis en place quatre-vingts mesures dont les garanties apportées au système financier ; **26 milliards d'euros d'aide directe** (incitations fiscales et dépenses publiques). Cet effort a représenté 2,6% du PIB. Il est supérieur aux conseils de la Commission européenne (1,5% du PIB). Cela ne suffira pas à détourner la spéculation de l'Espagne devenue, avec la Grèce, l'Islande, l'Irlande, le Portugal (les *PIGS*) et même l'Italie, pays à risques.

6 mars 2009. **Le gouvernement espagnol ajoute 1,5 milliard d'euros aux 26 milliards de son plan** précédent « *pour la stimulation de l'économie et de l'emploi* ». Sept mesures supplémentaires sont décidées : aides à l'emploi ; gel des cotisations sociales de trois ans en échange de contrats de travail à durée indéterminée ; appui au plan d'investissement dans les grands travaux pour améliorer l'emploi dans le bâtiment et les travaux publics. Les syndicats trouvent l'effort insuffisant et trop favorable aux entreprises ; le patronat l'estime trop coûteux et préférerait une « réforme globale du marché du travail » (comprenez licenciements plus faciles !)

Ces mesures ne suffiront pas à freiner la hausse du chômage qui, fin décembre 2010, atteindra 20,33% de la population active (contre 7,95% avant 2007). Les activités les plus touchées sont la construction et les services. Le chômage des moins de 20 ans atteint 43%.

4 décembre 2008. Plan français de relance.

Les objectifs :

Création d'un Fonds stratégique d'investissement (FSI) dénommé aussi Fonds souverain français, doté de 26 milliards d'euros. Le Fonds sera une filière de la Caisse des dépôts et consignations (CDC) qui détiendra 51% du capital, l'Etat 49%). Depuis le début de la crise en juin 2007, la CDC a déjà investi 43 milliards d'euros dans des prêts aux petites et moyennes entreprises, aux banques, aux collectivités territoriales. Le FSI disposera de 26 milliards d'euros. Il prendra des participations dans les petites et moyennes entreprises et les grands groupes qui auront besoin de fonds propres pour se développer. Il sera dans les vingt premiers investisseurs mondiaux.
Soutien aux banques pour les recapitaliser avec un fonds de garantie de leurs actifs (fonds souverain à la française).

Soutien à la demande pour relancer la consommation.

Les mesures et leur financement :

Le financement prévu est de 26 milliards d'euros soit 1,3% du PIB (2 000 milliards d'euros) :

11,5 milliards de **crédit d'impôts** remboursés aux entreprises ;
10,5 milliards investis dans **des projets** (plus de mille) dans les infrastructures de transport ; la défense ; l'université ; la recherche ; le patrimoine de l'Etat…
soutien à l'automobile avec *prime à la casse* de 1 000 euros durant un an soit 220 millions d'euros. Le résultat sera spectaculaire : 600 000 véhicules anciens sont remplacés (plus de huit ans d'âge) contre 220 000 prévus. « *La prime à la casse a permis de sauver la filière automobile* » (Patrick Devedjian). Pour aider à la restructuration de la filière automobile, 300 millions d'euros sont prévus ;
1,6 milliard d'euros pour **le logement** ;
1,2 milliard d'euros pour **l'emploi et les chômeurs**, avec exonération des charges sociales pour embaucher dans les entreprises de moins de dix salariés (700 millions d'euros). Sur les 26 milliards prévus, début janvier 2010, les diverses mesures engagées en faveur de l'emploi sont estimées à 13 milliards d'euros.
760 millions d'euros d'**aides aux plus défavorisés**. Fin mars 2009, prime de 200 euros aux 3,8 millions de personnes éligibles aux minima sociaux. Il faut ajouter à cela les transferts sociaux déjà existants dont 370 milliards d'euros en 2007 ; plus 17 milliards d'euros en 2009 (allocations familiales +3% ; minimum vieillesse +6,9%) ;
Les procédures d'appel d'offres seront allégées et les maires pourront augmenter de 20% le coefficient d'**occupation des sols** ;
Patrick Devedjian, secrétaire général de l'UMP est nommé ministre chargé du plan de relance, le 5 décembre 2008.

Les critiques :

L'économiste **Jean-Paul Fitoussi**[19] estime que « Ce plan est le plus important depuis le plan de relance de François Mitterrand en 1981. Mais il se situe à l'échelle mondiale… Les politiques d'investissement public vont retrouver enfin leur rôle contre-cyclique ».

---

19 Jean-Paul Fitoussi (professeur émérite à Sciences-Po Paris ; professeur à l'université LUISS de Rome ; directeur de recherche à l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) ; membre du Center on Capitalism and Society de l'université de Columbia. Auteur de nombreux ouvrages dont, avec les Prix Nobel Joseph Stiglitz et Amartya Sen : *Richesse des nations et bien-être des individus, op. cit.*

Les syndicats estiment le plan trop frileux en matière de relance de la consommation et du pouvoir d'achat, la priorité allant à l'investissement donc aux entreprises.
Jacques Attali plaide pour une relance européenne coordonnée plus forte.

Les mesures complémentaires :

18 février 2009. **Le plan est complété par une relance sociale de 2,6 milliards d'euros**. Avec la création d'un fonds d'investissement social proposé par la CFDT, doté de 2,5 à 3 milliards d'euros pris en charge à 50% par l'Etat ; le reste pourrait venir des entreprises et des fonds de la formation professionnelle.

L'indemnisation du chômage partiel est portée de 60% à 70% du salaire brut. L'exonération des charges sociales porterait l'indemnisation à 90% du salaire net.

Une prime pour les travailleurs précaires (personnes ayant travaillé entre deux et quatre mois). Prime de 500 euros versée en une seule fois.

Le partage des profits. Nicolas Sarkozy préconise (5 février 2009) un partage en trois tiers des profits : un tiers pour les salariés ; un tiers pour les actionnaires ; un tiers pour l'investissement. Cette proposition est restée lettre morte ; le patronat s'y oppose.

Des primes et bons d'achat de services à la personne :
Allocation de rentrée scolaire de 150 euros pour 3 millions de familles ;
Bons d'achat de services : ménages ; soutien scolaire… de 200 euros par foyer (financés par l'Etat pour 3 millions d'euros) ;
Bons à des chômeurs en formation avec enfants ou ayant repris un emploi (50 millions d'euros).

12 décembre 2008. USA : l'affaire Madoff. Le gestionnaire de portefeuilles Bernard Madoff, ancien président du Conseil d'administration de la Bourse des nouvelles technologies (le NASDAQ) fait faillite. Une gigantesque escroquerie estimée à 65 milliards de dollars était à la base du fonds Madoff qui promettait à ses clients des intérêts annuels de 20%. En réalité, les nouvelles sommes placées dans le fonds servaient à payer les intérêts et à rembourser les demandeurs (opération dite « de cavalerie »). La crise boursière provoque des retraits massifs impossibles à rembourser. Madoff est condamné à 150 ans de prison.

16 décembre 2008. **La banque centrale américaine** (FED), après avoir consenti dix baisses de son taux d'intérêt directeur depuis le début de la crise en 2007 (5,25%), **le ramène entre 0% et 0,25%** rendant ainsi le crédit gratuit par peur de la déflation (effondrement des prix). Le Japon avait pratiqué cette politique dans les années 1990 pour relancer son économie.
La Banque centrale européenne, avant le 4 décembre, avait ramené son taux directeur à 2,50% ; la banque d'Angleterre à 2% ; la banque de Suède à 2%, la Banque nationale suisse à 1%.

24 décembre 2008. **Le FMI** craignant une récession de l'économie mondiale en 2009 (moins 0,5%), **conseille aux Etats des relances plus vigoureuses**. Pour éviter que la récession ne se transforme en « grande dépression » (1929), le FMI préconise un plan mondial d'expansion budgétaire de l'ordre de 2% à 3 % par augmentation des dépenses publiques (le PIB mondial était estimé en 2004 à 35 000 milliards de dollars ; l'estimation pour 2010 est de 60 000 milliards de dollars). Du côté des pays émergents, le FMI estime que la fuite des capitaux du

fait de la crise est de l'ordre de 1 000 milliards de dollars en 2008. Si elle augmentait, en 2009, elle dépasserait la capacité de refinancement du FMI.

2009. Aggravation de la crise ou reprise ? Rigueur ou croissance ?

L'année 2009 va être caractérisée par deux périodes nettement contrastées. La première partie de l'année, jusqu'au 20 avril, voit la crise s'aggraver ; la seconde, de fin avril à fin décembre, amorce une légère reprise sous l'influence de trois facteurs : les Bourses, après le G20, reprennent espoir et s'orientent à la hausse ; les plans de relance commencent à porter des fruits ; les pays émergents, notamment la Chine, améliorent leur efficacité.

Le FMI estime le coût de la crise pour les institutions financières à 4 054 milliards de dollars (3 100 milliards d'euros) du fait des pertes dues à la dépréciation des actifs américains (2 096 milliards d'euros), européens (922 milliards d'euros), japonais (116 milliards d'euros). Le commerce mondial a baissé de 11% en 2008 (Japon –6,2% ; Allemagne –5,6% pour les produits manufacturés ; Russie –6% pour les matières premières).

Début 2009. Les besoins de refinancement des économies sont estimés :
pour l'Union européenne à 1 300 milliards d'euros ;
pour les USA à 1 562 milliards d'euros (2 000 milliards de dollars).
Les besoins de financement par habitant sont estimés :
pour l'Union européenne à 2 654 euros par personne ;
pour les USA à 5 150 euros par personne ;
pour la France à 170 euros par personne.

Du fait de la spéculation dans les années qui ont précédé la crise, ces chiffres peuvent être surestimés entre 30% et 50% soit, pour la France : 120 euros ou 85 euros par habitant. C'est pour faire face à ces besoins de financement et ne pas laisser l'activité économique s'effondrer, entraînant une forte baisse des niveaux de vie et l'explosion du chômage et des inégalités, que les **plans de relance** sont mis en œuvre par les gouvernements. Devant l'incertitude de l'avenir, **les ménages ont augmenté leur épargne** :

USA : taux d'épargne de 0% à 7% du revenu (le plus haut niveau depuis 15 ans) ;
Angleterre : taux négatif (endettement) à +6% ;
France : de 15% à 17% ;
Chine : +50%.

Janvier 2009. **Le Bureau international du travail**, dans son *Rapport sur les tendances mondiales de l'emploi 2009*[20] craint que la baisse de la croissance mondiale (–0,5% en 2009 au lieu de +2% en novembre 2008) ne fasse basculer 176 millions de travailleurs dans la pauvreté. Dans ce cas, 1,4 milliard de travailleurs vivraient sous le seuil de pauvreté (deux dollars par personne et par jour), soit près de 45% de la population active. En cas de reprise de l'activité économique, il faudrait compter au minimum cinq années pour que le marché du travail (l'emploi) se rétablisse.

Les prévisions de croissance pour 2009 et 2010 (mai 2009)

20 Bureau international du travail. *Tendances mondiales de l'emploi.* Genève, 2009. 55 p.

Pays	Prévision 2009		
Hongrie	−6,30 %		
Allemagne	−6,00 %		
Roumanie	−4,00 %		

Le *Rapport moral sur l'argent dans le monde 2009*[21], estime que la crise qui a débuté l'été 2007 est **une crise systémique** qui a affecté toutes les institutions financières ainsi que l'ensemble des pays de la planète. « *C'est ce côté universel qui la distingue des autres crises systémiques de l'Histoire*. » Elle dépasse par son ampleur la crise de 1929. En 1929, les gouvernements et les banques ont agi à contre-courant, laissant se généraliser les faillites de banques et d'entreprises, ruinant ainsi les déposants. Dans la crise actuelle, les gouvernements ont agi en suppléant aux insuffisances du marché par une intervention étatique considérable et sans précédent, garantissant ainsi les épargnes pour éviter les retraits massifs, soutenant l'économie par des plans de relance importants. Le rapport estime que les gouvernements ont prouvé leur culture historique et ont saisi rapidement l'ampleur des conséquences sociales, économiques et politiques qui pouvaient découler des crises financières[22] : effondrement des marchés boursiers des actifs (actions ; obligations) profond et durable ; chute de la production et de l'emploi ; explosion de la valeur réelle (inflation déduite) de la dette publique des Etats et des collectivités qui, si elle a été contractée auprès des marchés financiers (Bourses…), a entraîné la spéculation contre leur monnaie.

Les plans de relance économique et leur financement

Etats-Unis : 782 milliards d'euros dont 318 pour les investissement et 464 pour la consommation soit 6,6% du PIB (2008).
Chine : 465 milliards d'euros sur deux ans pour favoriser la consommation intérieure soit 16,2% du PIB (2008).
Japon : 210 milliards d'euros depuis octobre 2008 soit 6,4% du PIB.
Allemagne : 81 milliards d'euros soit 3,4% du PIB.
France : 33 milliards d'euros dont 10,8 milliards d'investissements publics ; 14,9 pour les entreprises et l'emploi ; 4,3 pour la solidarité ; 3 pour le Fonds stratégique d'investissement.

Le contenu des plans de relance

21 Association d'économie financière. *Rapport moral sur l'argent dans le monde 2009.* Paris, 2009.
22 Carmen Reinhart, université du Maryland ; Kenneth S. Rogoff, université de Harvard. Cité par Martin Wolf (éditorialiste économique du *Financial Times)* dans *Le Monde* (Paris), 3 nov. 2010, p. 2.

En ce qui concerne le sauvetage des banques, les plans ont envisagé trois types d'interventions possibles :

Récupérer leurs actifs douteux (créances immobilières notamment) ; leur fournir des liquidités en échange ; revendre, si possible, ces actifs douteux pour récupérer la mise.
Prendre des participations dans les banques en leur fournissant des liquidités. Une fois les banques redressées, l'Etat actionnaire revend ses participations et récupère sa mise.
Garantir les prêts entre les banques, c'est-à-dire se porter caution. Si aucune banque emprunteuse ne fait faillite, ce système ne coûte rien.

Outre l'aide aux banques, les plans ont prévu de financer des investissements dans les infrastructures, d'aider les entreprises en difficulté, notamment les PME et le secteur automobile qui a bénéficié d'importants crédits et des primes à la casse (12 milliards d'euros au niveau mondial). La Hong Kong Shanghai Banking Corporation (HSBC) estime qu'« *en Europe, les primes à la casse représentent plus des deux tiers de la croissance* ». En France, en 2008, les ventes de voitures avaient chuté de 17,2%, entraînant la faillite de plusieurs sous-traitants. En 2009, elles augmentent de 10,7% (soit 2 200 000 véhicules vendus dont 600 000 grâce aux primes à la casse). La valeur moyenne des voitures vendues est de 10 000 euros. Les baisses de prix (estimées à 30%), les primes à la casse et les aides financières (notamment 6,5 milliards d'euros de prêts bonifiés[23] sur cinq ans pour Renault et PSA – 3 milliards d'euros chacun – et Renault Trucks, filiale de Volvo – 500 millions – à un taux d'intérêt de 6%) ont permis de redresser la situation du secteur automobile. Par contre, les constructeurs en France n'ont pas vu leur situation s'améliorer car ces voitures ont été essentiellement produites à l'étranger : la *Mégane* en Espagne ; la *Clio/3* et la *Twingo* en Slovénie ; la *Peugeot 207* à Madrid et en Slovaquie ; la *Twingo* devrait émigrer en Turquie… De ce fait, le volume produit en France pour les neuf premiers mois de 2009 a baissé de 28% (Renault et PSA). La baisse a été de 14% pour les constructeurs allemands. Ces délocalisations de production empêchent les plans de relance d'améliorer significativement l'emploi en France et dans les pays qui en sont victimes. Jusqu'à présent, les gouvernements ont été impuissants à les freiner, ultralibéralisme oblige. Dans l'Union européenne, les différences de coûts de production et notamment de main-d'œuvre sont telles que les délocalisations sont inévitables, sauf à faire jouer les « clauses de sauvegarde » prévues dans les Traités pour les secteurs estimés stratégiques pour l'activité économique et l'emploi. Avec le reste du monde, l'Union européenne pourrait rétablir la « préférence communautaire » prévue au *Traité de Rome* (1957) et faire en sorte que 80% des biens et services utilisés dans l'Union soient produits dans l'Union. Les importations et les exportations représenteraient 20%, ce qui est déjà considérable.

Pour financer les plans de relance, les Etats émettent des obligations d'Etat ou bons du Trésor. Ces titres garantis par les Etats ont les faveurs des épargnants partout dans le monde. Les fonds de pension (« *hedge funds* ») sont particulièrement intéressés ainsi que les fonds souverains (fonds appartenant aux Etats). Ces derniers, à eux seuls, ont un portefeuille de 3 000 milliards de dollars environ.

Ainsi, au niveau mondial, s'établit un gigantesque transfert d'argent. En échange des obligations émises par les Etats, ceux-ci obtiennent des liquidités injectées dans leurs économies à travers les plans de relance. La reprise de l'activité économique qui s'ensuit leur permettra de payer les intérêts et de racheter aux créanciers qui le souhaitent leurs obligations et bons du Trésor. Le circuit de l'argent est ainsi bouclé. La séquence est la suivante :

23 Prêt bonifié : prêt accompagné d'une subvention de l'Etat à la banque afin de réduire le taux d'intérêt du prêt.

Circuit de financement des plans de relance :

1 Emissions d'obligations d'Etat et de bons du Trésor → 2 Financement des plans de relance → 3 Effets positifs sur l'activité économique (croissance retrouvée) → 4 Nouveaux dépôts bancaires des acteurs économiques (entreprises, particuliers, institutions financières…) et accroissement des recettes fiscales des Etats → 5 Remboursement progressif des emprunts et rachat des obligations et bons du Trésor par les Etats → 6 Reconstitution des réserves des institutions financières et des épargnes des acteurs → 7 Les capacités de crédit des banques aux acteurs économiques peuvent à nouveau aider au financement de l'économie.

C'est parce qu'une telle séquence ne semble pas certaine que des Etats endettés (par exemple, en 2010, la Grèce) ne trouvent pas facilement à placer leurs obligations ou doivent payer des taux d'intérêt très élevés (taux d'intérêt pour les emprunts allemands, 3% ; pour les emprunts grecs en 2010, entre 6% et 7,5%). Ces taux peuvent atteindre 10%.
Ainsi, les plans de relance, en réactivant les courants financiers font que les endettements constitués durant les périodes de crise ne posent pas de problème de désendettement, une fois la reprise de l'activité économique assurée. Les réserves des institutions financières et des Etats se reconstituent. C'est aussi pour cela qu'un Etat qui n'est plus en mesure d'assurer le service de sa dette (amortissement et intérêts) à un moment donné (hier l'Argentine, le Brésil… aujourd'hui la Grèce) ne risque pas la faillite, c'est-à-dire l'incapacité définitive de régler sa dette et peut déclarer un moratoire passager de cette dette, soit un non règlement de son service (amortissement et intérêts) durant une période donnée. Celle qui sera nécessaire pour que la séquence interrompue se remette en marche et lui permette d'honorer à nouveau le service de sa dette. En ce qui concerne la Grèce en 2010, le gouvernement aurait pu avoir recours à un moratoire jusqu'à la reconstitution de sa capacité de paiement grâce à son plan de remise en ordre de son économie. L'Union européenne n'aurait eu alors qu'à garantir la fin du moratoire dès la reprise de l'activité normale.

Le rôle des agences de notation

Trois agences contrôlent 90% du marché. La plus ancienne créée aux USA (1860) par Henry Varnum Poor, analyste financier, est aujourd'hui **Standard and Poor's** (S and P) ; chiffre d'affaires 2007, 3,05 milliards de dollars, 8 500 salariés. La seconde, **Moddy's**, a été créée aux USA (1909), par John Moody, journaliste financier ; chiffre d'affaires 2007, 2,3 milliards de dollars, 3 600 salariés. La troisième, **Fitch**, créée aux USA (1913) par John Knowles Fitch est détenue à 50% par le Français Marc Ladret de la Charrière ; elle est propriété du groupe français Fimalac depuis 1997 ; chiffre d'affaires 2007, 587 millions d'euros (822 milliards de dollars – 1 euro = 1,45 dollar), 3 077 salariés.
La notation des Etats par ces agences commence en 1918. Les agences les notent ainsi que les entreprises sur une multitude de critères économiques, sociaux, politiques[24]. Leurs notations sont peu transparentes et, depuis cent cinquante ans, la polémique sur leur crédibilité n'a jamais cessé. Récemment, elles n'ont pas vu venir la crise des crédits hypothécaires aux USA (crise des « *subprimes* ») qui a provoqué la crise économique et sociale qui dure encore en 2014.

24 Principaux critères : revenu par habitant ; degré de développement économique ; perspectives de croissance ; montant de la dette ; inflation ; déficit budgétaire ; situation de la balance des opérations courantes avec l'extérieur et de la balance des paiements (balance courante + balance des capitaux) ; situation sociale ; situation politique.

La notation sert à apprécier la qualité des emprunteurs, c'est-à-dire, leur capacité à honorer le service de leur dette. Les notes attribuées aux Etats par les agences de notation sont les suivantes :

Notation	(niveau
AAA	(sécuri exemp Unis, N
^ ^	(sécuri

Si la note accordée par les agences est élevée (AAA…), il y a peu de risque pour le prêteur ; le taux d'intérêt du prêt sera bas (exemple, l'Allemagne en 2010 : 3%). Si la note est faible (BBB…), le risque que le service de la dette ne soit pas honoré est plus grand ; le taux d'intérêt exigé pour chaque obligation sera plus élevé (la Grèce en 2010 : 6,5% ou plus). La puissance des agences de notation est considérable : elles font et défont la solvabilité d'un Etat, d'une banque ou d'une collectivité. Mais étant donné qu'elles sont rémunérées par les Etats ou les organismes demandeurs, on peut en conclure qu'elles sont en permanence en **conflits d'intérêts**. Leurs notations sont donc sujettes à caution.

2 avril 2009. Deuxième réunion du G20 à Londres. Présidence : Royaume-Uni. La première réunion du G20 s'était tenue en novembre 2008 à Washington. La déclaration finale rappelle au monde « *qu'une crise mondiale exige une solution globale… c'est le plus grand défi lancé à l'économie mondiale des temps modernes* ». En conséquence, « *la prospérité est indivisible ; la croissance pour être durable doit être partagée* ».

Rappel des cinq principales décisions :

1. **Relancer la croissance et l'emploi**. Les plans de relance au niveau mondial ont déjà injecté 5 000 milliards de dollars dans les économies.

Les ressources du Fonds monétaire international (FMI) sont triplées. Elles passent de 250 à 750 milliards de dollars. Avec les ressources attribuées aux banques de développement (Banque mondiale et autres institutions financières internationales), les aides supplémentaires totales devraient atteindre 1 100 milliards de dollars.
Les banques centrales doivent pratiquer « *une expansion monétaire concertée* » pour financer les plans de relance. Le financement en cours de ces plans devrait atteindre au total 5 000 milliards de dollars (3 800 milliards d'euros) sur deux ans.
Il convient de *recapitaliser les banques* pour éliminer les actifs toxiques (crédits immobiliers notamment).

2. **Renforcer la supervision du système financier mondial**. Ce rôle est attribué au FMI et au Conseil de stabilité financière (CSF, créé en 1999 par les banques centrales sous le nom de Forum de stabilité financière après les crises d'Asie, de Russie et du Brésil).

   Objectifs de la supervision financière :

   supprimer les paradis fiscaux ;
   établir des normes comptables mondialisées réalistes ;
   surveiller les agences de notation ;
   contrôler les fonds spéculatifs (« *hedge funds* »).

3. **Renforcer les organismes financiers mondiaux** (FMI, Banque mondiale, etc.). Ce point reprend en y insistant le point 1 (1 100 milliards de dollars en plus à ces organismes).

4. **Rejeter le protectionnisme sous toutes ses formes**. Terminer le *Cycle de Doha* avec l'Organisation mondiale du commerce (OMC) pour libéraliser davantage le commerce (agriculture et services notamment).

5. **Garantir une reprise juste et durable**
   augmenter l'aide aux PVD en difficultés financières ;
   agir pour l'environnement.

► *Commentaire du chroniqueur. Le G20 a tenté de sauver le capitalisme en le moralisant. Il compte pour cela sur le FMI, le CSF, la Banque mondiale qui, jusqu'ici, n'ont jamais vu venir les crises et sur l'OMC qui les a préparées en démantelant toutes les règles commerciales existantes.*

Les effets des milliards promis (5 000 + 1 100) dépendront de leur utilisation. Sur ce point, rien n'est précisé ; aucune priorité n'est annoncée.

La guerre aux paradis fiscaux est un trompe-l'œil. Tous les grands, Chine, USA, Angleterre… sont blanchis !

Les sujets qui fâchent n'ont pas été abordés : suprématie du dollar ; dumping économique, financier, social de la Chine et des pays émergents ; possibilités de structurer la mondialisation en « zones d'échanges organisés »[25]*. L'ultralibéralisme au plan mondial n'est*

25 François Perroux (économiste français, professeur au Collège de France). Voir : Raymond Barre ; Gilbert Blardone, Henri Savall. *Le centenaire d'un grand économiste*. Avec les contributions de Henri Bartoli, Jean-Pierre Bréchet, Anne-Marie Comparini, François Denoël, Marie-Christine Leroy, Jacques Lesourne, Maurice Niveau. Paris, Economica, 171 p. et *Humanisme et travail chez François Perroux*. Coord. par Emmanuel d'Hombres et Emmanuel Gabellieri. Paris, Economica, 2011. 130 p. Sur les ZEO, voir : Daniel Dufourt. « De la politique commerciale stratégique au commerce organisé. » *Dans* : *Nouveaux aspects des échanges*

pas vraiment remis en question. D'autres crises sont donc à prévoir. ◄

Premier bilan des plans de relance

Début 2011, si l'on fait le bilan de l'utilisation des 5 000 milliards de dollars (expansion budgétaire), on constate que : l'expansion monétaire a été légèrement supérieure aux 5 000 milliards de dollars ; en 2009, 2 600 milliards de dollars d'émissions supplémentaires d'Etat (bons du Trésor) ont été réalisées ; en 2010, 2 700 milliards de dollars, soit au total 5 300 milliards de dollars. Les banques centrales ont placé leurs réserves ainsi que les « institutionnelles » (banques, fonds de pension…)[26].

Avril 2009. Les Bourses sortent de la crise. Le début de l'année 2009 a été catastrophique pour les marchés financiers. Le chiffre d'affaires des entreprises du CAC 40 a régressé de 10,9% au premier semestre et les profits (résultats nets) de 56,4% par rapport au premier semestre 2008 qui avait été satisfaisant.
Le premier résultat du G20 de Londres a été de rendre de l'espoir à la spéculation boursière. Entre avril et fin décembre 2009, l'indice des Bourses mondiales s'est redressé et a enregistré sa plus forte hausse depuis 2007 avec un gain de 23%.
Le rebond a été spectaculaire ; à Paris : +22,32 pour le CAC 40 ; 22,07% à Londres pour le Footsie ; 18,82% à New York pour le Dow Jones ; 79,98% en Chine pour le Shanghai SE Composite ; 82,66% pour l'indice de São Paulo.
Les pertes subies entre le 15 septembre 2008 (faillite de Lehman Brothers) et décembre 2009 ont été gommées. Mais les cours de 2007 (avant la crise des « *subprimes* » en juin) n'ont pas été atteints !

► ***Commentaire du chroniqueur.*** *La spéculation a donc su profiter au maximum des décisions (peu contraignantes) du G20 ; des plans de relance et des politiques monétaires des banques centrales qui ont refinancé les banques commerciales et d'investissement. Le retour aux pratiques d'avant juin 2007 qui ont provoqué la crise (appât du gain facile ; méconnaissance de la solvabilité des emprunteurs et de la qualité des actifs) n'est pas exclu avec d'autres krachs en perspective !* ◄

Avril 2009. La Banque européenne d'investissement (BEI) programme 30 milliards d'euros pour les prêts aux petites et moyennes entreprises (PME, moins de 250 salariés) jusqu'en 2011.
Programme 2008 : 8,1 milliards d'euros.
Programme 2009 : 8 milliards d'euros.

3 avril 2009. La Banque centrale européenne (BCE) baisse son taux directeur à 1,25%. Depuis le lancement de l'euro, le 1er janvier 1999, la BCE a modifié ses taux trente fois. Entre octobre 2008 et avril 2009, il y a eu six baisses suite à la détérioration rapide de l'économie de la zone euro.

---

internationaux. Globalisation et régionalisation. Journée Lyonnaise François Perroux (JLFP). Paris, Ed. de l'Epargne, 1994, pp. 62-73. Du même auteur : « L'Europe et le marché mondial. » *Dans : L'Europe sans rivage, quarante ans après*. JLFP 1991. Paris, Ed. de l'Epargne, pp. 51-61. Voir aussi René Sandretto. « L'Europe dans les turbulences de l'économie mondiale. » *Idem*, pp. 65-73.
26 *Le Monde* (Paris), 15 fév. 2011.

1er juin 2009. Nationalisation de General Motors aux USA. Pour éviter une faillite, General Motors est recapitalisé par deux gouvernements, l'américain qui détient désormais 60% du capital et le canadien, 12%. Cela équivaut à une nationalisation.
Ont bénéficié d'une aide de l'Etat, en France : Renault et Peugeot Citroën (PSA) pour 6,5 milliards d'euros à eux deux en cinq ans ; au Japon, Toyota pour 1,6 milliard de dollars. A cela s'ajoutent les primes à la casse (1 000 euros en France, 2 500 euros en Allemagne, par exemple).

Juin 2009. L'Organisation internationale du travail (OIT) propose un *Pacte mondial pour l'emploi.* Elle veut « *placer la création d'emplois et la protection sociale au centre des politiques de reprise* ». Son secrétariat, le Bureau international du travail, estime qu'il y aura entre 210 et 230 millions de chômeurs dans le monde en 2009, soit 6,8% ou 7,4% de la population active mondiale. D'où la préparation d'un *Pacte mondial pour l'emploi* en vue de soutenir les entreprises, notamment les PME ; de protéger les emplois ; d'améliorer les prestations de chômage ; d'élargir la protection sociale aux plus démunis ; d'investir dans les secteurs publics et privés à forte intensité d'emplois…

17 juin 2009. Plan de relance américain de 782 milliards de dollars. Le plan OBAMA s'élève à 782 milliards de dollars (560 milliards d'euros).

Deux objectifs :

Soutenir le système financier pour protéger les épargnes des consommateurs et des investisseurs. C'est la suite des mesures Paulson sous la présidence Bush. Il s'agit ainsi d'éviter les risques systémiques (contagion généralisée des faillites).
Encadrer et contrôler davantage les transactions boursières et les banques. Un organisme indépendant, la Consumer Financial Protection Agency, est créé qui définira les conditions d'allocation des prêts bancaires et pourra sanctionner les institutions qui ne s'y conformeraient pas. Est aussi créé un Conseil de surveillance des services financiers, présidé par le Trésor, chargé de coordonner l'action des divers régulateurs. A la FED (banque centrale) revient l'évaluation des risques. Les grandes banques, les fonds d'investissement et les assurances devront augmenter leurs capitaux propres. Le Conseil exercera une tutelle sur les établissements qui seront partiellement nationalisés ou démantelés et surveillera la pratique des bonus.

22 juin 2009. **La France annonce un grand emprunt**. Pour compléter le plan de relance français, le président Sarkozy annonce le lancement d'un grand emprunt destiné en priorité à l'investissement.

29 juillet 2009. **Le FMI lance un plan d'aide en quatre ans aux pays les plus pauvres**. Il octroie 17 milliards de dollars (12 milliards d'euros) de prêts et de facilités de paiement (DTS) d'ici 2014, dont 8 milliards dans les deux ans à venir, à quatre-vingts Etats parmi les plus pauvres dont les deux tiers sont africains. Le FMI suspend le paiement des intérêts de leurs prêts (taux 0,5%) jusqu'en 2011. Il assouplit les conditions de ses prêts telles qu'elles étaient jusqu'ici établies dans ses *programmes d'ajustement structurel*[27] (objectifs de réformes de structures, de politique monétaire, budgétaire et d'inflation).
Il double les plafonds budgétaires d'emprunt. Il lance de nouvelles formules de crédit rapides et peu onéreuses.

27 Gilbert Blardone. *Le Fonds monétaire international*, *op. cit.*

Il émet pour 18 milliards de dollars de droit de tirages spéciaux (DTS ou droit d'obtenir des devises en fonction des besoins d'un pays) en faveur des pays les moins avancés dans le cadre d'une émission totale de 250 milliards de dollars.
On peut estimer que 17 milliards de dollars c'est peu, par rapport aux besoins, mais dans la mesure où ces sommes vont aux plus pauvres qui ne bénéficient pas des plans de relance, elles sont indispensables.

15 septembre 2009. Déclaration modestement optimiste de la FED et du FMI. Monsieur Ben Bernanke, président de la banque centrale américaine (FED) déclare que « *la récession est presque certainement terminée mais que la reprise* reste *fragile* ». Plusieurs indicateurs sont à l'origine de cet optimisme modéré concernant le *redressement* de l'économie américaine :
les chantiers du marché immobilier, après deux années de recul, redémarrent ;
les ventes d'appartements augmentent aussi ;
les ventes de produits de consommation augmentent légèrement.

La FED va continuer à racheter la dette des agences hypothécaires pour un total de 1.450 milliards de dollars (983 milliards d'euros), jusqu'à fin mars 2010. D'autre part, elle n'achètera plus de bons du Trésor après fin octobre (achat total pour aider le gouvernement : 300 milliards de dollars).
Parallèlement, le 23 septembre, le directeur du FMI, Monsieur Dominique Strauss-Kahn, déclare : « La crise n'est pas finie… mais nous semblons avoir évité le désastre… Le moteur de la croissance semble être en train de redémarrer ». En conséquence, le FMI (186 pays membres) a révisé à la hausse ses prévisions de croissance pour 2010.
Les prévisions de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE, trente pays membres) sont légèrement plus optimistes.
Ce que sera l'économie mondiale

Prévisions de croissa			
Economie mondiale 1			
Allemagne			

Pour le FMI comme pour l'OCDE, plus optimiste, les BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine) entraînent l'économie mondiale en 2010. La Chine en tête (+10,2%), avec son plan de relance de 465 milliards d'euros (4 trillions de yuans) sur deux ans consacré aux investissements d'infrastructures et l'ordre donné aux banques de relancer vigoureusement les crédits (août 2009). Dans ce groupe, la Russie dont l'activité économique s'est effondrée en 2009 (–7,5% ; 7,7 millions de chômeurs, 10,2% de la population active) devrait connaître la reprise en 2010 (FMI +1,5% ; OCDE +4,9%).

L'Afrique n'a pas connu la récession : +4% en 2010.
La zone euro frôle la stagnation : +0,3% en 2010 (OCDE +0,9%).
L'ensemble des pays avancés : +1,7% en 2010 (FMI).
L'ensemble des pays émergents : +5,5% en 2010 (FMI).

L'écart se creuse entre le dynamisme des pays émergents et la croissance molle des pays industrialisés.

Prévisions d'évolution du chômage. En ce qui concerne le chômage moyen, son évolution dans la zone de l'OCDE a été la suivante :

décembre 2007 : 5,6% de la population active (le taux le plus bas depuis 1980) ;
janvier 2009 : 8,3% soit 15 millions de chômeurs de plus ;
prévisions 2010 : 9,9% soit 25 millions de chômeurs en plus en moins de trois ans, à peu près autant qu'au cours de la décennie 1970-1980 marquée par deux chocs pétroliers. Les trois pays les plus touchés sont l'Espagne, l'Irlande et les Etats-Unis (pays dans lesquels la bulle immobilière et la progression de la construction de logements ont été les plus fortes). Des menaces pèsent pour 2010 sur l'Allemagne, la France et l'Italie. L'OCDE estime que « *ces prévisions reposent sur des hypothèses (dissipation progressive des tensions sur les marchés financiers, reprise modérée de la croissance dans les pays émergents non membres de l'OCDE) qui se révèleront peut-être trop optimistes ou pessimistes* ».

En ce qui concerne l'effet des plans de relance sur l'emploi, l'OCDE estime que pour les dix-neuf pays qui ont ce type de plan « *l'effet moyen sur le taux de chômage oscille en 2010 entre 0,8% et 1,4%* ». L'effet sur l'emploi sera d'autant plus fort « *que le taux de pénétration des importations est bas (Japon, Etats-Unis, Australie) et plus faible dans les économies ouvertes telles que la Belgique, les Pays-Bas et la Corée* ». Il est aussi d'autant plus fort que les plans favorisent les secteurs les plus créatifs d'emploi, notamment les petites et moyennes entreprises.

Le FMI estime que la croissance mondiale attendue de 2010 à 2014 sera chaque année de 4%, soit un point de moins qu'avant la crise. En conséquence :

Les pays avancés verront leur chômage se stabiliser ou s'aggraver pour évoluer autour de 10% de la population active (Espagne 20%).
La pauvreté risque d'augmenter dans les pays en développement, notamment en Afrique.
Des risques pèsent sur la croissance :

Le secteur bancaire détient encore pour 1 500 milliards de dollars (1 029 milliards d'euros) de titres *toxiques*.
La spéculation boursière n'est pas jugulée. Le risque de bulles et krachs demeure, notamment en Chine du fait d'une politique de crédit débridée.
Les déficits budgétaires pourraient décourager les investisseurs.
La fin des plans de relance pourrait plomber la reprise.
L'épargne des ménages inquiets pourrait ralentir la consommation.

Les trois messages du FMI pour 2010 :

Finir de recapitaliser le secteur financier pour qu'il soit capable d'assurer le financement des économies.
Poursuivre les plans de relance sans craindre les déficits publics (la croissance assurant les remboursements d'avances).
Contrôler les marchés et la spéculation pour rendre moins indispensables les politiques publiques.

La FED est un peu plus optimiste que le FMI mais partage aussi sa crainte quant à l'avenir. Le 24 novembre, elle espérait une croissance du PIB de 2,5% à 3,5% aux USA en 2010 (FMI +1,5%) et un taux de chômage de 10% (16% avec le chômage partiel) en légère régression. Cependant, la FED estime qu'il faudra au moins cinq ou six ans pour que l'économie américaine récupère complètement la récession.

24-25 septembre 2009. **Troisième réunion du G20 à Pittsburgh**. Présidence : Etats-Unis.

« *L'enjeu était de savoir si les leaders allaient continuer de travailler ensemble ou retourner à leurs affaires* », estime le directeur du FMI. La réunion précise dans sa déclaration finale les grandes orientations (sept grandes directives) d'une politique commune susceptible de surmonter la crise et d'en éviter de nouvelles. Mais elle n'est pas entrée dans les modalités pratiques d'application, laissant à chaque Etat le soin de les prendre en fonction de ses caractéristiques propres.

1ère directive : Stimuler la croissance économique. « Moment central entre la crise et la reprise… Nous devons rester fermes dans notre engagement de stimuler la croissance économique ».

2e directive : Pérenniser le G20. « Forum prioritaire de notre coopération économique internationale ». Les pays émergents prennent une place importante dans la résolution des problèmes mondiaux, économiques notamment.

3e directive : Réguler le système financier. « Nous n'autoriserons pas un retour au pratiques bancaires antérieures. » Il s'agit d'interdire « la prise de risques excessive… d'améliorer le marché de gré à gré des produits dérivés » ; de superviser le « niveau de capitalisation des banques » pour qu'il soit adéquat.

4e directive : Réformer le FMI et la Banque mondiale. Augmenter d'au moins 3% les droits de vote à la Banque mondiale des pays en développement et de 5% au FMI, ce qui suppose que les Européens abandonnent quelques sièges (deux cent onze au total) pour des pays comme la Chine, la Turquie, la Corée du Sud. Le FMI sera le conseiller du G20.

5e directive : Limiter les bonus ; maintenir la pression sur les paradis fiscaux ; adopter des normes comptables plus réalistes. Ces éléments sont considérés comme responsables de la crise. En réalité, il serait encore plus efficace de contrôler les profits des banques et d'exiger une capitalisation adéquate. Enfin, de séparer à nouveau les banques de dépôt (prêts à court terme et interdiction de spéculer) des banques d'affaires (prêts à long terme et possibilité de spéculer). La spéculation serait freinée du fait de cette distinction. Cette 5e directive fait suite aux décisions prises au G20 de Londres en avril.

6e directive : Faciliter le commerce international, limiter le protectionnisme.

Les USA et l'Angleterre insistent pour que les pays en fort excédent commercial (Chine, Japon, Allemagne) stimulent leur consommation intérieure et exportent moins. (La Chine, du fait de son excédent commercial, dispose de 2 272 milliards de dollars de réserve de change.)
La Chine demande « *d'intensifier la coopération scientifique et technologique internationale* » pour combler l'écart entre pays riches et pays pauvres, condition selon elle d'une réduction des déséquilibres. La question du dumping économique, social, monétaire qui fausse complètement la concurrence internationale n'a pas été abordée (question qui fâche !).
Les Européens n'ont pas non plus abordé la question de la « préférence communautaire » inscrite au *Traité de Rome* (1957) qui les garantirait contre les concurrences déloyales.
Le G20 a appelé à conclure le *Cycle commercial de Doha* en 2010, dans le cadre de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) auquel s'opposent aussi bien certains vieux pays industriels que certains pays émergents ou sous-développés.

7e directive : Prendre en compte le changement climatique et environnemental. Sur ce point, pas de position commune.

► ***Commentaire du chroniqueur.*** *Le communiqué final révèle un « état d'esprit » mais ne propose aucune politique concrète.*

Le G20 ne dispose d'aucun moyen pour faire appliquer ces directives par les pays membres.

Le G20 laisse au FMI et à la Banque mondiale le soin d'aider les pays en développement. Il ne prend pas en compte le fait que « 1,4 milliard d'êtres vivent avec moins de 1,25 dollar par jour » (PNUD) ni que 33 milliards de dollars déjà promis aux pays les plus pauvres jusqu'à la fin de 2010 n'ont pas encore été versés.

En matière de régulation financière (5e directive), le G20 s'intéresse plus aux bonus des dirigeants et des traders ainsi qu'aux paradis fiscaux qu'à la gestion aventureuse du système financier mondial, totalement dérégulé et livré de ce fait aux spéculations débridées. Rien n'est proposé en ce qui concerne les fonds propres des banques qui doivent augmenter en fonction des risques pris ; l'obligation de constituer des réserves après des banques centrales en fonction des fonds propres et des dépôts reçus ; le nécessaire retour à la distinction entre banques de dépôts (prêts à court terme ; interdiction de spéculation) et banques et institutions d'investissements (prêts à long terme ; interdiction de spéculations toxiques, ce qui implique des règles précises concernant la spéculation normale). Après comme avant le G20, la régulation des marchés financiers n'est pas une réalité. Bulles financières et krachs en tout genre ont encore de beaux jours devant eux ! ◄

4e trimestre 2009. Spéculation sur les matières premières. Les marchés mondiaux des matières premières ont défié les dirigeants du G20 dès la réunion de Pittsburgh en septembre terminée.

La spéculation a repris de plus belle sur les matières premières agricoles, notamment sur le sucre, le cacao, le thé, le jus d'orange congelé, le coton, le caoutchouc…
Les prix des métaux et de l'énergie flambent aussi :
baril de pétrole : 80 dollars ;
tonne de cuivre : 7 500 dollars.
Sont épargnés : les céréales et l'acier.

Cette remontée des cours est d'autant plus irrationnelle que, mis à part les pays émergents (Chine, Inde, Brésil…), l'activité économique ne reprend que très lentement et faiblement.

Sur l'ensemble de l'année 2009, les cours sont 33% inférieurs à ceux de 2008 avec –37% pour le pétrole ; –25% pour le cuivre ; –35% pour l'aluminium. Le fret maritime (indice Baltic) a perdu 59% de sa valeur en 2009. Les seuls produits dont le prix s'améliore sur l'année sont le sucre (+35%), le thé (+33%), le cacao (+11%), l'or (+11%).

L'évolution des prix des matières premières dépend de trois facteurs principaux : **l'état du marché** (le rapport offre/demande) ; **la situation des taux de change** des monnaies, notamment du dollar et de l'euro ; **la spéculation financière**. En 2009, le marché est resté atone ; les taux de change comparatifs n'ont guère varié : yuan chinois sous-évalué d'environ 25% (stimule les exportations chinoises) ; le dollar orienté à la baisse notamment par rapport à l'euro (stimule les exportations américaines et freine les exportations européennes) ; la spéculation financière demeure active : c'est elle qui a provoqué la flambée du dernier trimestre 2009, les spéculateurs anticipant une reprise économique mondiale en 2010.

En réalité, les prévisions pour 2010 sont faibles et incertaines, la spéculation prend donc à nouveau des risques, aujourd'hui sur les matières premières comme hier sur l'immobilier. Ce qui est certain, c'est **l'instabilité très forte des marchés** avec stagnation ou croissance molle dans les pays industrialisés (prévision FMI +1,7% pour 2010) et forte mais moins qu'avant la crise pour les pays émergents (+5,5% au lieu de 8 ou 9%). Dans ces conditions, pour 2010, « *la hausse est à craindre mais la baisse est à redouter* ». Ainsi, plus que jamais, les marchés financiers doivent être contrôlés et régulés si l'on veut éviter un nouveau krach[28].

14 décembre 2009. En France, le grand emprunt Sarkozy sera de 35 milliards d'euros. Depuis l'annonce, en juin, de l'emprunt, une commission dirigée par Messieurs Juppé et Rocard, anciens premiers ministres UMP et socialiste, en a étudié les finalités et les modalités. Ses recommandations vont être largement prises en compte par le Président qui retient le chiffre de 35 milliards d'euros.

L'objectif : « Financer l'avenir de la France » (Sarkozy), c'est-à-dire la doter des investissements indispensables à une activité économique forte et durable. « Plus d'investissements d'avenir, moins de dépenses courantes : c'est notre ligne d'action »[29].

Les priorités. Cinq ont été retenues :

L'enseignement supérieur et la formation : 11 milliards d'euros dont 8 pour la création de cinq à dix campus d'excellence et 500 millions pour le développement de l'apprentissage, la rénovation des centres de formation, la création d'internats d'excellence.

La recherche : 8 milliards d'euros. Deux priorités : les applications industrielles des recherches (3,5 milliards), la santé et les biotechnologies (2,5 milliards). « *Un tel soutien à la recherche et à l'innovation est quasi-historique* » estime Axel Kahn, médecin généticien, président de l'Université Paris Descartes.

L'industrie et les PME : 6,5 milliards d'euros. Les priorités : aéronautique, spatial, automobile, ferroviaire, construction navale… Emergence d'une nouvelle politique industrielle soucieuse du développement durable.

---

28 Philippe Chalmin dans *Le Monde de l'économie* (Paris), 19 jan. 2010, p. 3.
29 Conférence de presse de Nicolas Sarkozy, lundi 15 déc. 2009.

Le développement durable : 5 milliards d'euros en plus de ce qui a été prévu dans le *Grenelle de l'environnement.*

L'économie numérique : 4,5 milliards d'euros.

En conclusion de sa présentation, le Président a ajouté « Je souhaite que ces priorités d'avenir nous les partagions avec nos partenaires européens pour qu'elles constituent notre contribution à une nouvelle stratégie de croissance européenne après la crise ».

Le financement : l'Etat investira dans ces cinq priorités 35 milliards d'euros, dont 22 milliards seront levés sur les marchés financiers par l'Agence France-Trésor. Ils ne seront donc pas souscrits auprès des particuliers ; 13 milliards proviendront des avances consenties aux banques et déjà remboursées.

► ***Commentaire du chroniqueur.*** *Certains auraient souhaité un emprunt beaucoup plus important, de l'ordre de 100 milliards d'euros (Henri Guaino). D'autres estiment qu'il accroît dangereusement la dette publique française. Rappelons que celle-ci (Etat, collectivités territoriales, protection sociale) s'élève à 1 414 milliards d'euros, soit 84% du PIB, moins que celle de l'Angleterre et de l'Italie, par exemple. Fin 2010, la dette publique allemande est de 1791 milliards d'euros, 21 800 euros par habitant. Le remboursement et les intérêts représentent 4% du PIB sur six ans en moyenne. L'emprunt représente 2,5% de cette dette. La dette mondiale, du fait de la crise, devrait être multipliée par deux (15 300 milliards de dollars entre 2007 et 2010. Les 80% de cette hausse proviennent des pays du G8. Le déficit budgétaire français a été de 141 milliards d'euros en 2004 ; prévisions 2010 : 116 milliards d'euros. Il représente 8,5% du PIB.* ◄

2009. Quelques chiffres significatifs :

Commerce extérieur français
Automobile. Pertes historiques en 2009. PSA Citroën, chiffre d'affaires en baisse de 10,9% par rapport à 2008 ; Renault –10,8%. (Le chiffre d'affaires PSA était de 48,4 milliards d'euros ; celui de Renault de 33,7.) Ventes mondiales de véhicules : PSA, 3,19 millions contre 3,26 en 2008 ; Renault, 2,3 millions contre 2,38. En France, grâce à la prime à la casse, les ventes ont atteint 2 270 000 véhicules (+10% par rapport à 2008 ; 575 000 véhicules ont profité de la prime). Les résultats nets ont été : PSA, –1,16 milliard d'euros contre –363 millions en 2008 ; Renault, –3 milliards contre +599 en 2008 ; prévision pessimiste pour 2010 (suppression de la prime à la casse). Le marché européen de l'automobile a baissé de 9% en 2009.
Agroalimentaire. Les géants ont amélioré leurs bénéfices en 2009 : Danone +3,7% (1,36 milliard d'euros) ; Mas Unilever –31% (3,66 milliards de bénéfices, tout de même !) Politique de prix agressifs (en baisse).

Investissements. En 2009, ils ont baissé de 29% en France. Au niveau de l'économie mondiale, ils ont atteint 1 000 milliards de dollars soit –39% par rapport à 2008[30].

Surendettement. Le surendettement a augmenté. Le nombre des dossiers déposés auprès de la Banque de France a progressé de 12,6% sur un an (soit 205 247 dossiers).

30 *Source :* CNUCED (Conférence des Nations Unies pour le commerce et le développement).

Chômage. Dans l'Union européenne, le chômage dépasse 10% de la population active et 30 millions d'Européens sont sous-alimentés soit, pour les Etats de l'Union, un coût de 170 milliards d'euros. De 5% à 15% de la population totale sont sous-alimentés ou en danger de l'être. Ce coût est trois fois supérieur au coût de l'obésité[31]

Deuxième partie : 2010. L'euro en question

L'année 2010 se présente comme l'année de tous les dangers. L'euro va subir une série d'attaques spéculatives de la part des marchés financiers, en face desquelles les autorités de Bruxelles se sentiront désarmées et ne cesseront d'hésiter sur les mesures à prendre. Sur le plan économique, s'affronteront les partisans des politiques de relance et ceux des politiques d'austérité. L'année s'achèvera dans l'incertitude.

Le triomphe de la spéculation

Mi-septembre 2009, à propos de la régulation du système financier international, le New York Times estimait « Un an après le cataclysme (la faillite de Lehman Brothers et le plan de sauvetage américain du secteur financier – Troubled Asset Relief Program, TARP), on constatait peu de changements à Wall Street ». Les fonds de pension spéculatifs (« hedge funds »), principaux responsables de la crise du fait de leur manque de transparence, leurs conflits d'intérêts et leur endettement, ont repris leurs opérations spéculatives à risque. Cent soixante-douze nouveaux fonds ont été créés au deuxième trimestre 2009. **Les banques renflouées par les Etats ont à nouveau engrangé des bénéfices record et distribuent des bonus énormes.** Un analyste de la banque J.P. Morgan–Chase prévoit que les huit premières banques américaines et européennes verseront aux 141 000 employés de leurs divisions de capital investissement la somme de 77 milliards de dollars en 2010, soit 543 000 dollars en moyenne par personne. Les traders et les dirigeants d'entreprises retrouvent les bonus d'avant la crise. Les cinq plus grosses banques américaines ont provisionné 90 milliards de dollars (62 milliards d'euros) pour cela en 2010. « Dans la toute puissante banque d'affaires Goldman Sachs, dix traders pourraient recevoir plus de 10 milliards de dollars chacun »[32]. Cette même banque annonce des bénéfices exceptionnels de 4,8 milliards de dollars (3,4 milliards d'euros) au quatrième trimestre 2009, au-dessus de ses prévisions. Les salaires et les bonus à répartir entre ses 32 000 cadres et employés seront de 16,2 milliards de dollars, soit un demi million en moyenne par personne. Dans sa Lettre de Wall Street, le chroniqueur du Monde, Sylvain Cypel titre : « Tout comme avant ! »
Plus que jamais, en ce début 2010, la question est : **comment contrôler les banques, les bourses, les fonds de pension, pour éviter les bulles spéculatives à répétition ?** Les risques sont d'autant plus grands que la Chine peut alimenter toutes les spéculations avec son plan de relance, sa politique de crédit débridée à l'intérieur, sa capacité de spéculation grâce à ses énormes réserves de devises à l'extérieur (2000 : 165,6 milliards de dollars ; 2006 : 845,2 ; 2007 : 1 104 ; 2010 : 2 400 ; fin 2010 : 2 847 milliards de dollars, soit 2 198 milliards d'euros). Pour le nouveau président des Etats-Unis, Barack Obama, le temps est venu de réagir.

31 *Source :* Institut de biomédecine de l'âge, Université d'Erlangen, Allemagne, 2010.
32 *Le Monde* (Paris), 14 jan. 2010, p. 13.

14 janvier 2010. **Le président Obama annonce la création d'un *impôt sur les bénéfices des banques*** en vue de récupérer chaque centime dû au peuple américain. Celui-ci a, en effet, contribué par ses impôts à renforcer les institutions financières qui ont enregistré fin 2009 « *d'énormes profits* » et recommencent à verser à leurs traders et à leurs dirigeants « *des bonus obscènes* » (Obama). Cet impôt s'intitule *Financial Crisis Responsibility Fee* (redevance pour la responsabilité des banques dans la crise). Il représente 0,15% des actifs financiers des banques. Il devrait rapporter 117 milliards de dollars (81,2 milliards d'euros) au Trésor en dix ans. Ce montant correspond au montant maximal des prêts du Trésor après le remboursement par les banques des 700 milliards de dollars (466 milliards d'euros) qu'elles ont reçu à travers le TARP (*Troubled Asset Relief Program*) créé à l'automne 2008 et aménagé en février 2009 (Plan Paulson). 60% de ces 117 milliards seront probablement payés par les dix plus grandes banques américaines et étrangères. Le déficit du budget fédéral américain 2009-2010 s'élèvera à 1 502 milliards de dollars (1 002 milliards d'euros). Le déficit du budget 2008-2009 étant de 1 417 milliards de dollars.

En septembre 2009, les banques ainsi aidées ont déjà versé au titre des dividendes et des intérêts 30 milliards de dollars (20,5 milliards d'euros) au Trésor américain. A ce titre, les sommes remboursées s'élevaient en septembre 2009, en Allemagne, à 250 millions d'euros ; en France à 2 milliards d'euros. En France, la *Société de prises de participation de l'Etat* (SPPE), présidée par Michel Camdessus ancien directeur du FMI, devrait être totalement remboursée des 75 milliards d'euros d'avances consenties aux banques.

21 janvier 2010. Plan Obama anti-bulles financières. Un an après sa prise de fonction, le président des Etats-Unis lance une réforme bancaire drastique pour éviter à l'avenir de nouvelles bulles financières résultant des comportements aventuriers des banques et des institutions financières.

La réforme proposée comporte trois volets :

Limiter les tailles des banques et de leurs actifs. Limiter la taille des banques implique limiter leurs actifs en fonction du volume des dépôts, de leur endettement et de leurs avoirs. Auparavant, ces institutions étaient trop importantes pour disparaître, car elles auraient entraîné la faillite des institutions plus petites en réseau avec elles, obligeant de ce fait l'Etat à les renflouer. Leur chute engendrait donc un *risque systémique* affectant l'ensemble du système bancaire américain et mondial (exemple : la faillite de Lehman Brothers). Elles étaient « *too big, to fail* » (trop grosses pour couler). D'où la nécessité de limiter la taille des institutions financières, notamment des banques. Il s'agit aussi de réorienter leurs activités de spéculation vers le soutien de l'économie « réelle » (entreprises, particuliers). Evidemment, cette mesure de limitation de taille, si elle était adoptée par le Congrès, limiterait aussi les profits des banques. En spéculant, celles-ci ont atteint des taux de profits de l'ordre de 30 à 40% de leurs fonds propres alors que les crédits à l'économie « réelle » ne procurent des profits que de l'ordre de 10% des fonds propres. Cela explique la très forte opposition des financiers au plan OBAMA.

Interdiction de spéculer « pour compte propre » (pour leur propre compte) aux banques qui collectent des dépôts. « *Ceux-ci devraient financer l'économie réelle. Il ne faut plus autoriser les banques à trop s'éloigner de leurs clients* » (Obama). Ce n'est pas le retour au *Glass-Steagall-Act* de Roosevelt en 1937, séparant radicalement les banques de dépôts (crédit à court terme à leurs clients, personnes et entreprises ; interdiction de spéculer et d'investir à long terme) et les banques d'affaires (investissement à long terme et spéculation). Ceci pour

éviter le risque de faillites. Le *Glass-Steagall Act* a été abrogé en 1999 par le président Clinton, en vue d'une dérégulation générale des marchés financiers (*Consensus de Washington*, avril 1989).
Forte opposition des financiers et des banques. « *Il faut une modernisation des marchés, pas un retour aux années 30* »[33]. Ce que veut prohiber le président Obama, c'est la spéculation dans les établissements qui bénéficient de la garantie de l'Etat pour les dépôts de leurs clients.
En Angleterre, le gouverneur de la banque d'Angleterre a jugé « indispensable la séparation des activités bancaires pour les particuliers et le négoce spéculatif ».
Pour le présent, la séparation n'a pas été adoptée. Le *Glass-Steagall Act* n'a pas été rétabli.
En ce qui concerne la banque Hong Kong Shanghai Banking Corporation (HSBC), son siège restera à Londres ; le directeur général est à Hong Kong.

Interdiction aux banques qui recueillent les épargnes des particuliers (dépôts) de posséder des fonds d'investissement spéculatifs ou de les financer. Le plan Obama anti-bulles financières (cent vingt-quatre bulles depuis 1975) a rencontré une très forte opposition des finances et des banques. Pour compléter ce plan, le 25 janvier 2010, le président Obama proposera un plan de 150 milliards de dollars pour la création d'emplois.

Début février, il présente un projet de taxes de dix ans sur les banques qui ont plus de 50 milliards d'avoirs.
Après la Chambre des représentants (décembre 2009), le Sénat adopte en décembre 2010 (à 60 voix contre 39), le plan anti-bulles de régulation financière présenté par le président Obama dès le 27 janvier. C'est la loi Dodd-Frank. Après le plan de relance de février 2009 et l'assurance santé (mars 2010), c'est le troisième grand succès d'Obama. Cette réforme de Wall Street est la plus importante depuis la crise de 1929. Le texte a été fortement édulcoré. Il en reste :

Pour **prévenir le « risque systémique »** : une grosse banque entraîne les autres dans sa faillite (exemple : Lehman Brothers), l'Etat doit la renflouer.

Création d'un Conseil de surveillance de la stabilité financière pour identifier les établissements « systémiques ». Conseil présidé par le secrétaire au Trésor, composé de dix « régulateurs ». La FED assure la surveillance et décide des mesures à prendre (plus de fonds propres ; création d'une police d'assurance financière pour les banques ; etc.). **Problème** : à part Goldman Sachs, Morgan Stanley et City Group, qui sont les « systémiques » ? Cette définition promet de dures batailles politiques autour du « *too big, to fail* ». En fait, l'Administration démocrate a dû abandonner le projet de réduire la taille des banques, y compris la séparation banques de dépôts, banques d'affaires…

Neutraliser « *too big, to fail* ». En cas de risque de faillite d'un établissement « systémique », l'Etat n'assurera plus son sauvetage. C'est la Compagnie fédérale d'assurances des dépôts bancaires (FDIC) qui organisera le « démantèlement ». **Problème** : Il faudra attendre la faillite pour savoir « si le dispositif est efficace ou non ». C'est la conséquence du refus de diminuer la taille des « systémiques ».

Limiter les activités spéculatives des banques. Les banques commerciales ont l'interdiction de spéculer avec leur argent (« *trading* » pour compte propre). Elles ne pourront plus investir plus de 3% de leurs fonds propres dans des fonds spéculatifs ou des fonds de capital investissement. **Problème** : Comment distinguer les opérations faites avec l'argent de la

33 Financial Service Forum.

banque de celles réalisées avec l'argent des clients ? Autre lacune : la limite de 3% ne concerne pas les sommes empruntées. Ce qui peut décupler le montant des sommes investies.

Rendre transparent le marché des produits dérivés. Exemple : les produits dérivés des prêts hypothécaires (« *subprimes* ») qui ont provoqué la crise de juin 2007. Jusqu'ici, ces titres échappaient à tout contrôle. Désormais, ils transiteront par une *Chambre de compensation* qui pourra retrouver la trace de l'acheteur et du vendeur. Des fuites restent possibles.

Protéger le consommateur contre les « crédits prédateurs ». Protéger contre les pratiques usuraires ; s'assurer de la capacité de l'emprunteur à rembourser ; détailler les mécanismes du prêt et les dates de remboursement de ce genre de titres. La crise survenue, ces banques faisaient des bénéfices tandis que les clients acheteurs de ces titres étaient ruinés. La Commission américaine des opérations de bourse (SEC) et le Congrès enquêtent sur ces pratiques ! Estimation : « *Bonnes mesures mais pas assez contraignantes* »[34].

L'hostilité des milieux financiers aux USA et en Europe est générale vis-à-vis des mesures de régulation préconisées par le président Obama. Les gouvernements européens sont plus circonspects. Les conservateurs anglais les ont jugées comme « *une suggestion utile pour la poursuite des discussions au niveau international* ». Il reste au Congrès des Etats-Unis à se prononcer.

Janvier 2010. Le défi du chômage. Si la reprise tant attendue semble se dessiner partout dans le monde en 2010, elle résultera essentiellement de la forte activité économique des pays émergents. Le FMI prévoit une croissance de 5% à 6% en moyenne (10% pour la Chine) mais de l'ordre de 1,5% à 2% dans les pays industrialisés. Dans ces conditions, le chômage ne baissera pas d'une façon significative. **Aux USA**, il est supérieur à 10% de la population active, frappant un Américain sur cinq. En deux ans, 5,4% des emplois ont été perdus. Le gouvernement envisage d'utiliser, pour stimuler l'emploi, les 200 milliards de dollars restant du plan de 787 milliards (Plan Paulson). D'autres mesures sont à l'étude.

En Europe, la zone euro compte, elle aussi, près de 10% de chômeurs (France, 9,8% – avec les DOM-TOM 10,2% – de la population active, soit 28,146 millions en 2008).

En France, pour réduire le chômage, l'emprunt et le budget 2010 donnent la **priorité aux dépenses d'avenir**, avec quatre priorités stratégiques : l'enseignement et la recherche (19 milliards d'euros) ; l'industrie et les PME (6,5 milliards d'euros) ; le développement durable (5 milliards) ; le numérique (4,5 milliards d'euros) soit, au total 35 milliards d'euros. Le déficit budgétaire prévu pour 2010 devrait être de 149,2 milliards d'euros (2009 : 141 milliards) pour un PIB de l'ordre de 2 107 milliards (2008). Pour que l'emploi bénéficie significativement de ces dépenses, **il faudra qu'elles favorisent les secteurs et les entreprises qui, dans le cadre de ces priorités, sont créatifs d'emplois.**

D'autre part, il est institué une taxe d'exception de 50% sur les bonus versés en 2010 au titre de 2009 supérieurs à 27 500 euros (y compris la part différée et celle versée en actions). Cette taxe devrait rapporter 360 millions d'euros dont 270 iront au Fonds de garantie des dépôts (recettes du budget 2010 : 267,2 milliards d'euros ; 2009 : 231,4 milliards). Rappelons que la dette publique totale est de 1 457,4 milliards d'euros et que son service annuel (amortissement et intérêts) est de l'ordre de 50 milliards d'euros, équivalant à l'impôt sur le revenu. Pour un

34 *Source : Le Monde de l'économie* (Paris), 17 juil. 2010.